



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

CC/CE

P.V. CULT 06

Commission de la Culture

Procès-verbal de la réunion du 16 juin 2022

La réunion a eu lieu par visioconférence

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 5 mai 2022
2. 7963 Projet de loi relatif aux commandes publiques d'œuvres artistiques et portant modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics
 - Désignation d'un rapporteur
 - Présentation du projet de loi
3. 7920 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique
 - Rapporteur : Madame Djuna Bernard
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
 - Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
4. Présentation de la « Charte de déontologie pour structures culturelles »
5. Divers

*

Présents : Mme Semiray Ahmedova, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, Mme Stéphanie Empain remplaçant Mme Josée Lorsché, M. Pim Knaff, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, Mme Nathalie Oberweis, M. Roy Reding remplaçant M. Fred Keup

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

M. Chris Backes, Mme Tammy Tangeten, du Ministère de la Culture
M. Ben Zenner, du groupe parlementaire déi gréng

Mme Carole Closener, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Emile Eicher, M. Fred Keup, Mme Josée Lorsché, Mme Lydia Mutsch, Mme Lydie Polfer, Mme Viviane Reding

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : Mme Djuna Bernard, Présidente de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 5 mai 2022

A la page 3 du procès-verbal, Mme Octavie Modert (CSV) propose de remplacer le terme « notamment » par les termes « en outre » : « L'oratrice souhaite en outre ~~notamment~~ connaître les éléments suivants (...) ».

Le projet de procès-verbal de la réunion du 5 mai 2022, ainsi modifié, est adopté.

2. 7963 Projet de loi relatif aux commandes publiques d'oeuvres artistiques et portant modification de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics

Ce point est reporté à une réunion ultérieure.

3. 7920 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique

- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

Pour l'examen de l'avis du Conseil d'Etat et la présentation des amendements parlementaires, il est prié de se référer au document parlementaire n°7920/03 ainsi qu'au tableau synoptique diffusé par courrier électronique le 14 juin 2022 et repris en annexe.

Article 1^{er}

Il est proposé de suivre les observations d'ordre légistique du Conseil d'Etat.

Article 2

Il est proposé de suivre les observations d'ordre légistique du Conseil d'Etat en fusionnant les articles 2 et 3.

En outre, au point 3, il est proposé de préciser que les bourses sont attribuées à titre de soutien à la création **artistique** et au développement professionnel des artistes.

Les termes « création artistique » figurent déjà dans l'article 9 de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels

indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique (« la loi du 19 décembre 2014 »).

Suite à la fusion des articles 2 et 3, les articles suivants sont renumérotés.

Echange de vues

Au sujet du point 2, selon Mme Octavie Modert, les termes « aides de soutien » sont un pléonasme. Partant, elle suggère de trouver une nouvelle terminologie pour remplacer les termes « aides à caractère social ».

Une proposition sera soumise ultérieurement aux membres de la Commission.

Nouvel article 3 (article 4 initial)

Dans son avis du 22 mars 2022, le Conseil d'Etat rappelle que, selon le point 2°, « est considérée comme « artiste professionnel » « toute personne qui consacre un maximum de temps à la pratique d'un art ou d'une discipline artistique qu'elle exerce moyennant rémunération et dans un but lucratif et qui par ce biais participe activement à la vie artistique du Grand-Duché de Luxembourg ». L'intention des auteurs, d'après l'exposé des motifs, est de différencier l'« artiste professionnel » de l'« artiste amateur » en précisant que le premier doit consacrer « un maximum de temps » à son activité artistique, sans donner cependant plus de précisions quant à ce sujet. Comment déterminer ce qui constitue un « maximum de temps » ? Qui détermine cette notion ? Le ministre ou la commission consultative déterminent-ils cette notion ? Par qui et comment le contrôler d'ailleurs ? Le Conseil d'État estime que l'utilisation du terme « maximum » est mal appropriée dans ce contexte.

Par ailleurs, il ne ressort pas clairement du projet de loi sous examen ce qu'il faut entendre par une participation active à la vie artistique du Grand-Duché de Luxembourg dans son domaine artistique. Qui le détermine et comment un artiste rentre-t-il dans cette catégorie ? Des critères précis font défaut dans le projet de loi sous examen.

Finalement, au point 5 de l'article sous avis, il est prévu d'ajouter le terme « notoire » après celui d'« engagement », sans définir autrement ce terme, ce qui pose la question de la portée de celui-ci.

Au vu de toutes ces imprécisions, sources d'insécurité juridique, le Conseil d'État doit s'opposer formellement à la définition des termes « artiste professionnel » et à l'insertion du terme « notoire ».

Au point 2 de l'article sous examen, qui propose l'insertion d'un point 6°, les termes « artiste professionnel indépendant » sont définis. La définition qui y est donnée diffère sensiblement de celle qui figure à l'article 2 de la loi précitée du 19 décembre 2014 en le définissant « en tant que travailleur indépendant auprès d'un régime d'assurance pension » et non plus « en tant que travailleur intellectuel indépendant auprès d'un régime d'assurance pension ». Pour les auteurs du projet de loi sous examen, « [c]ette nuance a le mérite de permettre une ouverture des aides de soutien aux acteurs culturels qui disposent d'une autorisation d'établissement et sont affiliés en tant qu'artisans/commerçants à condition d'exercer à titre principal une activité artistique et non commerciale et de demander les indemnités compensatoires de revenu par rapport à leur activité artistique ». À cet égard, le Conseil d'État relève que, en ce qui concerne l'affiliation à la sécurité sociale, le Code de la sécurité sociale dispose en son article 1^{er}, point 4), que sont affiliés obligatoirement « les personnes qui exercent au Grand-Duché de Luxembourg pour leur propre compte une activité

professionnelle ressortissant de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce ou de la Chambre d'agriculture ou une activité professionnelle ayant un caractère principalement intellectuel et non commercial. » Si les auteurs entendent clarifier que sont visées les deux catégories d'indépendants, le Conseil d'État recommande de se référer à l'article 1er, point 4), alinéa 1^{er}, du Code de la sécurité sociale, qui reprend ces deux catégories.

En outre, pour ce qui est des points 3 et 4 proposant de modifier le paragraphe 2, le Conseil d'État constate que le paragraphe 2 en question, au vu des définitions introduites par le point 2, est devenu superfétatoire et peut être omis dans son intégralité. Si l'intention des auteurs était d'exclure certains domaines d'arts, le paragraphe 3 pourrait utilement être modifié en ce sens. »

En réponse à l'opposition formelle du Conseil d'État :

1. Il est proposé de préciser la notion d'« artiste professionnel » en prévoyant qu'il s'agit d'un artiste pratiquant régulièrement, c'est-à-dire non sporadiquement, un art ou une discipline artistique, contrairement à l'artiste « amateur » qui ne se consacre à son activité artistique qu'en dehors de ses contraintes scolaires, professionnelles ou liées à la vie quotidienne.

La notion de « consécration d'un maximum de temps » à l'activité artistique est abandonnée.

- En ce qui concerne la question de la « participation active » de l'artiste professionnel à la vie artistique du Grand-Duché, il est proposé d'introduire des critères. En effet, l'artiste professionnel doit non seulement se prévaloir d'une pratique active et d'une diffusion ou interprétation de ses œuvres dans des lieux et des contextes reconnus par ses pairs, mais cette pratique doit également s'inscrire dans la durée, de sorte à conférer une continuité à sa carrière artistique.

La commission consultative prévue à l'article 4 de la loi du 19 décembre 2014 est également appelée à donner, pour chaque dossier, son avis sur cette question.

- S'agissant du mot « notoire » dont l'ajout est proposé par le projet de loi sous examen, il est précisé au point 2,4 (ancien point 2, 5) que la notoriété de l'engagement de l'artiste dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise résulte de la diffusion publique de ses œuvres, des retombées de son activité sur cette même scène et de la reconnaissance par leurs pairs.

2. Au point 2, 6 il est proposé de suivre l'observation du Conseil d'État en prévoyant que les artistes professionnels indépendants « *affiliés en tant que travailleur indépendant auprès d'un régime d'assurance pension* », visés par l'article 5, sont les artistes affiliés au sens de l'article 1^{er}, point 4, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale.

La même précision est ajoutée à l'article 9bis ayant trait à la bourse de relève.

3. Au point 3 de l'article sous examen, il est proposé de suivre l'avis du Conseil d'État en supprimant le paragraphe 1^{er} (paragraphe 2 initial) devenu superfétatoire au vu des définitions introduites par le point 2. Le paragraphe 1-0 (ancien paragraphe 1^{er}), point 1, est légèrement reformulé en conséquence.

Echange de vues

En réponse à Mme Octavie Modert, il est précisé que :

- la numérotation du nouveau paragraphe en « 1-0 » est une recommandation du Conseil d'Etat ;
- les amendements parlementaires proposés figurent en caractères gras et soulignés et les propositions de texte du Conseil d'Etat que la Commission fait siennes figurent en caractères soulignés ;
- le terme « régulièrement » (paragraphe 1-0, point 2°) vise à différencier l'artiste professionnel de l'artiste amateur, lequel pratique un art ou une discipline de façon sporadique ;
- le « but lucratif » souligne le fait que l'art est pratiqué dans l'optique de générer des rentrées d'argent régulières ;
- la « continuité » n'a pas de durée prédéfinie fixe, mais il faut faire preuve d'une évolution dans la carrière.

En réponse à Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), concernant la « reconnaissance par leurs pairs », visée sous le point 4°, il est indiqué qu'il s'agit d'un critère supplémentaire permettant d'apprécier le caractère professionnel. A ce titre, la commission consultative, dans le cadre des demandes d'ouverture de dossiers, demande trois témoignages qui peuvent émaner d'artistes, de galeristes ou d'autres professionnels du secteur afin de documenter, par exemple, la pratique, technique ou démarche de l'artiste ou encore les lieux d'exposition ou de production.

Nouvel article 4 (article 5 initial)

Le Conseil d'Etat note que « L'article sous examen a pour objet d'insérer un article 1bis à la suite de l'article 1^{er} de la loi précitée du 19 décembre 2014, intitulé « Incompatibilités » et qui « a pour objet de rassembler les incompatibilités avec l'attribution des mesures de soutien prévues par la Loi » selon le commentaire des articles. Or, le texte prévoit en fait une interdiction de cumuler respectivement les activités d'artiste professionnel indépendant et d'intermittent du spectacle avec l'exercice de toute activité professionnelle accessoire générant un revenu supérieur à douze fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés ou avec l'exercice d'une activité professionnelle salariale dépassant la durée hebdomadaire de vingt heures. Le Conseil d'État constate que les interdictions, prévues aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 1bis, constituent des ingérences au droit au travail, à la liberté de commerce et à l'exercice de la profession libérale, consacrés par les articles 11, paragraphes 4 et 6, de la Constitution. Aux yeux du Conseil d'État, ces ingérences, non autrement justifiées, se heurtent au principe de proportionnalité, de sorte que le Conseil d'État doit s'opposer formellement aux dispositions sous avis.

Si l'intention des auteurs était seulement d'exclure l'attribution de mesures de soutien dans l'hypothèse de l'exercice d'activités professionnelles accessoires, les dispositions en question seraient à intégrer de manière adaptée aux articles 5 et 6 de la loi à modifier. »

Afin de donner suite à l'opposition formelle du Conseil d'État à l'égard de l'article 5 initial (nouvel article 4) pour cause de contrariété à l'article 11, paragraphes 4 et 6 de la Constitution, il est proposé de préciser l'article 1bis en ce sens que ce n'est pas l'activité d'artiste professionnel indépendant et d'intermittent du spectacle, mais l'attribution des mesures de soutien qui est incompatible avec l'exercice d'une activité professionnelle accessoire non artistique générant un revenu annuel supérieur à douze fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés (artistes professionnels indépendants) ou l'exercice d'une activité professionnelle sur base d'un contrat de travail à durée indéterminée pour une durée hebdomadaire supérieure ou égale à vingt heures (intermittents du spectacle).

Nouvel article 5 (article 6 initial)

Il est proposé de suivre les observations d'ordre légistique du Conseil d'Etat.

Nouvel article 6 (article 7 initial)

Au paragraphe 1^{er}, point 3, dans un souci de clarification, le Conseil d'État : *« recommande d'écrire « que leur activité artistique ait généré un revenu moyen annuel d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés sur les deux années précédant immédiatement la demande ».*

Au paragraphe 2, le Conseil d'État se demande si par les termes « deuxième admission » les auteurs visent en fait le renouvellement. Si tel est le cas, il estime que la notion de « deuxième admission » est mal appropriée. Dans cette hypothèse, il suggère d'écrire aux alinéas 2 et 3 :

« L'admission et le premier renouvellement sont valables pour une période de vingt-quatre mois. Tout renouvellement ultérieur est valable pour une période de trente-six mois.

[...], l'artiste professionnel indépendant peut bénéficier d'un renouvellement valable pour une période de soixante mois lors de sa prochaine demande de renouvellement, à condition qu'il s'agisse au moins de son troisième renouvellement consécutif. »

Au paragraphe 2, alinéa 3, il est prévu qu'à partir de l'âge de cinquante ans, l'artiste professionnel indépendant peut bénéficier d'une admission valable pour une période de soixante mois lors de sa prochaine demande de renouvellement. Dans la même lignée, il est prévu, au paragraphe 3, alinéa 2, que le Fonds social peut intervenir à hauteur de 6,5 fois le montant du salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés par an à partir de l'année où l'artiste professionnel indépendant a atteint l'âge de cinquante-cinq ans. Le Conseil d'État considère que ces mécanismes sont susceptibles de constituer une discrimination fondée sur l'âge qui se heurte au principe d'égalité devant la loi, inscrit à l'article 10bis de la Constitution. Dans l'attente d'explications de nature à fonder la différence de traitement répondant aux critères établis par la Cour constitutionnelle, à savoir que la différence de traitement procède de disparités objectives, qu'elle est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, le Conseil d'État réserve sa position quant à la dispense du second vote constitutionnel. Aux paragraphes 3, alinéas 1^{er} et 2, et 4, le Conseil d'État demande de remplacer les termes « peut intervenir » par ceux de « intervient sur demande ».

Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, dans sa nouvelle teneur proposée, la référence au « présent paragraphe » semble incorrecte. Le renvoi est à revoir.

Toujours au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le Conseil d'État se doit de relever que la phrase liminaire, en particulier la partie de phrase prévoyant que « la portion de l'indemnité mensuelle dépassant le montant du salaire social minimum pour personnes qualifiées n'étant pas pris en compte dans le calcul du plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés » est incompréhensible et, de ce fait, source d'insécurité juridique. Le Conseil d'État s'oppose, par conséquent, formellement à la disposition en question qu'il y a lieu de reformuler.

Pour ce qui est du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, point 1, le Conseil d'État constate que cette formulation figure d'ores et déjà dans la loi qu'il s'agit de modifier, ceci suite à une modification

intervenue par la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique. Le Conseil d'État tient à souligner que la loi précitée du 3 avril 2020 a été adoptée afin de répondre, essentiellement, aux conséquences de la situation particulière de la pandémie Covid-19. Dans cette lignée, le Conseil d'État avait noté, dans son avis du 24 mars 2020 relatif à la loi en projet précitée, que « [la] lettre de saisine [du projet de loi] laisse entendre que cet « événement imprévisible » n'est autre que l'épidémie de Coronavirus SARS-CoV-2 « COVID-19 »2. Par ailleurs, et contrairement à la loi précitée du 3 avril 2020 qui comprend à l'article 4, alinéa 1er, une date limite pour la soumission des demandes d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire, la disposition sous examen pérennise le mécanisme en question et le rend applicable à tout « événement imprévisible ». À cet égard, le Conseil d'État se doit de renvoyer à son avis du 15 juin 2020 relatif au projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'un congé pour soutien familial3 et de relever que le texte proposé n'encadre pas suffisamment la notion d'« événement imprévisible » en ce qu'il renvoie à un règlement grand-ducal pour la « constatation » de l'impact dommageable que l'événement imprévisible doit avoir engendré sur les activités tombant sous le champ d'application de la présente loi. En effet, la « constatation » par règlement grand-ducal de l'impact dommageable constitue en réalité une détermination de l'événement imprévisible lui-même, ce qui est inconcevable, en l'absence d'un cadre légal clairement déterminé, dans une matière réservée à la loi. S'y ajoute que le point 2 se limite à renvoyer à un règlement grand-ducal pour la fixation de la durée de l'impact dommageable, sans aucun encadrement légal. De ce fait, le dispositif sous avis contrevient à l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, raison pour laquelle le Conseil d'État doit s'opposer formellement au libellé du paragraphe 4, alinéa 1er, points 1 et 2.

Le Conseil d'État tient à signaler que la même problématique se pose également à l'égard des articles 6, paragraphe 5, alinéa 4, et 8, alinéas 1er et 2, du texte coordonné de la loi qu'il s'agit de modifier. »

En réponse à ces observations, il est proposé d'amender le nouvel article 6 sur plusieurs points.

1. Il est proposé de reformuler la phrase liminaire du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, jugée incompréhensible par le Conseil d'État.

En cas d'un événement imprévisible, les artistes professionnels indépendants bénéficient d'un montant supplémentaire pouvant atteindre la moitié du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés, la somme des ressources mensuelles propres et de l'aide de soutien mensuelle de l'artiste ne pouvant toutefois dépasser 1,5 fois le salaire social minimum pour travailleurs qualifiés.

Toujours au paragraphe 4, alinéas 1^{er} et 2, le renvoi à un règlement grand-ducal en ce qui concerne la constatation et la fixation de la durée de l'impact dommageable de l'événement imprévisible est supprimé.

Au point 1, il est précisé que l'impact de l'événement imprévisible est tel qu'il rend impossible l'exercice normal des activités tombant sous le champ d'application de la loi du 19 décembre 2014.

2. Tout en faisant suite à la proposition du Conseil d'État de reformuler le paragraphe 2, il est proposé en outre de supprimer les termes « comme suit » pour être superfétatoires.

Au vu de la reformulation du paragraphe 2, il est proposé également d'adapter le paragraphe 3 en conséquence et de remplacer les mots « quatrième admission consécutive » par ceux de « troisième renouvellement consécutif ».

Echange de vues

En réponse à Mme Octavie Modert, les précisions suivantes sont apportées :

- au sujet de l'article 5, paragraphe 1^{er}, point 6 : l'activité principale du demandeur ne peut pas être celle couverte par le droit d'établissement. Par exemple, pour un photographe exerçant à la fois une activité artistique et commerciale, la partie artistique doit représenter l'activité principale ;
- concernant le paragraphe 2, le troisième renouvellement consécutif ne doit pas nécessairement être immédiatement consécutif.

Nouvel article 7 (article 8 initial)

Le Conseil d'Etat note que les raisons pour les dérogations en fonction de l'âge prévues aux points 3 et 4 de l'article sous examen sont expliquées, de sorte que le Conseil d'État marque son accord avec la disposition sous avis.

Alors que le Conseil d'État a soulevé la problématique du mécanisme « Covid-19 » prévu à l'article 6, paragraphe 4, alinéa 2 de la loi du 19 décembre 2014, pour les intermittents du spectacle, il est proposé de modifier le nouvel article 7 dans le même sens (suppression du renvoi à un règlement grand-ducal en ce qui concerne la constatation et la fixation de la durée de l'impact dommageable de l'évènement imprévisible).

Par ailleurs, il est proposé de suivre les observations d'ordre légistique du Conseil d'Etat.

Nouvel article 8 (article 9 initial)

Pas d'observations

Nouvel article 9 (article 10 initial)

Dans son avis du 22 mars 2022, le Conseil d'État note que : « *Par la modification proposée au point 3, il est prévu que la période en question « peut », sur demande, être suspendue par décision du ministre, pour une période d'une durée égale à celle de l'incapacité de travail ou celle fixée par un règlement grand-ducal. Or, dans les matières réservées à la loi, en l'occurrence la matière visée par l'article 103 de la Constitution, une autorité administrative ne saurait se voir accorder par le législateur un pouvoir d'appréciation sans limite pour prendre des décisions. La loi doit définir les éléments essentiels de la matière avec une précision suffisante pour écarter tout pouvoir discrétionnaire absolu de la part de l'administration. Il y aura donc lieu, sous peine d'opposition formelle dans cette matière réservée à la loi, de faire abstraction du verbe « pouvoir » pour écrire « est, sur demande, suspendue par décision du ministre ».*

Pour ce qui est du point 4 introduisant un alinéa 2 nouveau, celui-ci prévoit également que la période visée « peut », sur demande, être suspendue, de sorte que le Conseil d'État doit s'y opposer formellement pour les raisons évoquées ci-dessus, la solution étant la même.

Toujours par rapport au point 4, le Conseil d'État se doit encore de renvoyer à son opposition formelle relative à l'article 7 dans le contexte de la notion d'« événement imprévisible ». »

En réponse à ces observations, il est proposé de suivre le Conseil d'État en faisant abstraction du verbe « pouvoir » et en écrivant « est, sur demande, suspendue par décision du ministre » afin d'éviter tout pouvoir discrétionnaire absolu de la part de l'administration dans une matière réservée à la loi, en l'espèce par l'article 103 de la Constitution.

La Commission entend suivre la proposition du Conseil d'État et de reformuler l'alinéa 1^{er} et le nouvel alinéa 2 en ce sens.

Alors que le Conseil d'État a soulevé la même problématique en ce qui concerne le mécanisme « Covid-19 » prévu à l'article 8, alinéas 1^{er} et 2, du texte coordonné de la loi du 19 décembre 2014 joint au projet de loi initial, l'article 10 initial, nouvel article 9, est modifié dans le même sens (suppression du renvoi à un règlement grand-ducal en ce qui concerne la constatation et la fixation de la durée de l'impact dommageable de l'évènement imprévisible).

Nouvel article 10 (article 11 initial)

Pas d'observations

Nouvel article 11 (article 12 initial)

*Le Conseil d'Etat note que : « L'article 12 du projet de loi introduit un article 8ter à la suite de l'article 8bis de la loi précitée du 19 décembre 2014. Il s'agit du pendant de l'article 8bis, introduit par l'article 11 du projet de loi. Il est prévu que tout artiste professionnel indépendant ou intermittent du spectacle qui a perçu des aides au titre de la loi précitée du 19 décembre 2014 en ayant fait des déclarations inexactes ou incomplètes, en dissimulant des faits importants ou un changement des conditions sur le fondement desquelles l'aide a été accordée, doit restituer les montants perçus. Le Conseil d'État estime que la disposition sous examen est superfétatoire, étant donné que pour ce qui est des aides perçues indûment sur base de déclarations incomplètes ou fausses et en vertu de l'adage « *fraus omnia corrumpit* », une décision obtenue par fraude est susceptible d'être révoquée, voire retirée à tout moment, étant donné qu'un avantage obtenu par fraude ne saurait créer des droits, ou acquérir un caractère définitif à l'égard du fraudeur. »*

Nouvel article 12 (article 13 initial)

Pas d'observations de la part du Conseil d'Etat.

Néanmoins, au vu des modifications apportées par l'article 2, point 3, du projet de loi sous examen (teneur proposée par le Conseil d'État), une modification du libellé de l'article 9 de la loi du 19 décembre 2014 s'impose afin de supprimer la référence aux « aides au perfectionnement et au recyclage ».

Nouvel article 13 (article 14 initial)

Selon le Conseil d'Etat : « *L'article sous examen vise à insérer un article 9bis dans la loi précitée du 19 décembre 2014, ce dernier prévoyant l'instauration d'une bourse de relèvement pour les jeunes artistes professionnels satisfaisant à certaines conditions.*

Pour ce qui est de la condition visée à l'alinéa 1er, point 1, le Conseil d'État renvoie à son observation relative à l'affiliation des indépendants à l'endroit de l'article 4.

À l'alinéa 1^{er}, point 2, figure la deuxième condition d'admission à l'octroi d'une telle bourse qui est de « faire preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise » sans que celle-ci ne soit autrement précisée. Dans ce contexte, le Conseil d'État estime que, pour certains jeunes artistes fraîchement diplômés, il sera difficile de justifier un engagement, compte tenu du fait que la bourse doit être demandée dans l'année suivant l'obtention de son diplôme et que ces artistes ne disposent pas forcément encore d'une quelconque expérience dans le domaine.

L'alinéa 2 prévoit que le montant et la périodicité du paiement de la bourse sont individuellement fixés par le ministre, l'avis de la commission consultative demandé. Or, dans les matières réservées à la loi, en l'occurrence la matière visée par l'article 103 de la Constitution, une autorité administrative ne saurait se voir accorder par le législateur un pouvoir d'appréciation sans limite pour prendre des décisions. La loi doit définir les éléments essentiels de la matière avec une précision suffisante pour écarter tout pouvoir discrétionnaire absolu de la part de l'administration. Il y aura donc lieu, sous peine d'opposition formelle, de prévoir au niveau de la loi, d'une part la périodicité, et, d'autre part, soit un montant fixe, soit un montant maximal pour la bourse en question. Dans ce dernier cas, les critères de fixation du montant devront être prévus par la loi. »

En réponse à l'opposition formelle du Conseil d'Etat, il est proposé de préciser dans le libellé de l'article 9bis nouveau à insérer, la périodicité du paiement et le montant de la bourse. La bourse, d'un montant égal au cinquième du salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés, sera payée mensuellement.

Nouvel article 14 (article 15 initial)

Pas d'observations

Nouvel article 15 (article 16 initial)

Pas d'observations

Nouvel article 16 (article 17 initial)

Pas d'observations

*

Les amendements soumis au vote sont adoptés, sous réserve de l'observation sous l'article 2 au sujet des termes « aides de soutien ». Une lettre d'amendements sera adressée au Conseil d'Etat dans les meilleurs délais.

4. Présentation de la "Charte de déontologie pour structures culturelles"

Madame la Ministre présente la charte de déontologie pour les structures culturelles (reprise en annexe), qui est entrée en vigueur le 15 juin 2022.

La charte de déontologie pour les structures culturelles a pour objectif de défendre les valeurs d'éthique et de professionnalisme qui sous-tendent la relation de confiance entre les structures culturelles, les artistes et les citoyens.

Le document fait suite à des revendications ayant émané du secteur culturel dans le contexte des Assises culturelles de 2016 et 2018, qui ont ensuite trouvé leur place au sein de la recommandation n°13 du Kulturentwécklungsplang 2018-2028 (KEP): « Instaurer un nouveau mode de gouvernance des institutions culturelles sous tutelle du ministère de la Culture ». La charte a été élaborée avec le concours des représentants du secteur culturel, dont les retours et réflexions ont pu être réceptionnés à l'occasion de réunions d'échange et de prises de position écrites.

Mme la Ministre rappelle qu'il s'agit de définir non seulement les relations entre le ministère et la structure culturelle, mais avant tout d'entretenir les échanges de tous les acteurs concernés du secteur et de créer une vraie relation de confiance entre les artistes, organismes culturels et le public. Il est essentiel de souligner que cette charte de déontologie garantit l'indépendance artistique et intellectuelle des institutions et structures culturelles adhérentes.

La charte s'appliquera désormais aux structures culturelles qui :

- bénéficient d'une dotation budgétaire, c'est-à-dire pour laquelle le budget du ministère de la Culture prévoit une ligne budgétaire spécifique,
- ont signé une convention avec le ministère de la Culture.

Des structures culturelles ne faisant pas partie du champ d'application peuvent également adhérer à la charte de déontologie sur base volontaire.

Par la signature du formulaire d'adhésion, la structure culturelle s'engage à appliquer les principes énoncés par la charte de déontologie, à mettre en œuvre l'ensemble des recommandations contenues dans celle-ci et à véhiculer ainsi les huit valeurs jugées fondamentales en matière déontologique par le ministère de la Culture en complément à des règles déontologiques propres et adaptées, à savoir :

- la compétence
- le respect
- la rémunération juste et équitable
- l'intégrité
- l'égalité des chances et des genres
- la diversité culturelle
- la transparence
- l'écoresponsabilité.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquents, il y a lieu de retenir les points suivants :

- En réponse à Mme Djuna Bernard (déi gréng) sur les conséquences en cas de non-respect de la charte, il est précisé que la charte vise à fixer des lignes directrices en responsabilisant les acteurs. Le but n'est pas de sanctionner des manquements ou des contraventions. En tout état de cause, le ministre a la possibilité de réduire, voire de résilier des conventions, c'est une prérogative de l'exécutif. Ici, il s'agit davantage de mettre en place un circuit interne, avec la désignation d'une personne de contact en charge des questions déontologiques.
- En réponse à M. André Bauler (DP), Mme la Ministre indique que la charte s'applique aux structures culturelles qui, soit bénéficient d'une dotation budgétaire, soit ont signé une convention avec le ministère de la Culture, mais pas à celles qui touchent seulement un subside. En ce qui concerne le contrôle du respect de la charte, le

ministère fait de toute façon une évaluation annuelle des structures conventionnées. D'éventuels problèmes liés à l'application de la charte pourraient dès lors être abordés dans ce contexte.

- L'indépendance artistique et culturelle de la structure culturelle fait l'objet d'une disposition à part, en l'occurrence l'article 04.04 qui dispose que ni l'Etat ni aucune autre instance ne peuvent interférer dans la programmation artistique.
- Pour ce qui est de la genèse de la charte, le Ministère de la Culture a lancé le dialogue en juin 2021 avec tous les acteurs tombant sous le champ de compétences. La charte tient compte des commentaires récoltés au cours de ce processus de consultation. Par ailleurs, il s'agit de la version 1.0 susceptible d'évoluer afin de tenir compte des échos et des réactions des acteurs concernés.
- Suite à une question de Mme Octavie Modert sur la rémunération juste et équitable, Mme la Ministre rétorque qu'il s'agit d'une question centrale figurant parmi les valeurs de la charte. L'objectif est de sensibiliser les structures culturelles afin de tenir compte d'une multitude de facteurs tels que la renommée, l'expertise et l'expérience des artistes engagés, le volume de travail, le cas échéant les répétitions et préparations etc. et en respectant, le cas échéant, les barèmes et les droits de propriété intellectuelle.

5. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Annexes :

Projet de loi n°7920 : tableau synoptique
Charte de déontologie pour les structures culturelles

Luxembourg, le 21 juin 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact

Article	Avis du Conseil d'État	Amendements proposés / Légistique
<p>Art. 1^{er}. Les termes « mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle » dans l'intitulé de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique, ci-après « loi », et dans le titre du chapitre II de la loi sont remplacés par les termes « mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle ».</p>	<p><u>Article 1^{er}</u> Pas d'observation</p>	<p>Art. 1^{er}. <u>À l'intitulé de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique et à l'intitulé de son chapitre II, les</u> Les termes « mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle » dans l'intitulé de la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique, ci-après « loi », et dans le titre du chapitre II de la loi sont remplacés par les termes « mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle ».</p>
<p>Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, les termes « mesures sociales » sont remplacés par les termes « mesures de soutien » dans l'ensemble du texte.</p>	<p><u>Article 2</u> Pas d'observation</p>	<p>Art. 2. <u>Dans l'ensemble du texte de la même loi :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 1° <u>Les termes « mesures sociales » sont remplacés par les termes « mesures de soutien » ;</u> 2° <u>Les termes « aides à caractère social » sont remplacés par les termes « aides de soutien » ;</u> 3° <u>Les termes « aides à la création, au perfectionnement et au recyclage artistique » et « aides à la création, au perfectionnement et au recyclage artistiques » sont remplacés par les termes « aides à la création artistique et au développement professionnel des artistes ».</u> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, les termes « mesures sociales » sont remplacés par les termes « mesures de soutien » dans l'ensemble du texte.</p>

<p>Art. 3. Dans l'ensemble du texte, les termes « aides à caractère social » et « aides sociales » sont remplacés par les termes « aides de soutien » et les termes « aides à la création, au perfectionnement et au recyclage artistique » sont remplacés par ceux d'« aides à la création et au développement professionnel des artistes ».</p>	<p><u>Article 3</u></p> <p>Pas d'observation</p>	<p>À supprimer</p>
<p>Art. 4. À l'article 1^{er} de la loi sont apportées les modifications suivantes :</p> <p>1. L'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant : « Définitions et champ d'application » ;</p> <p>2. Les paragraphes 1, 2 et 3 anciens deviennent les paragraphes 2, 3 et 4 et il est inséré un nouveau paragraphe 1^{er} en début de l'article libellé comme suit :</p> <p>« (1) Au sens de la présente loi, l'on entend par :</p> <p>1° « artiste » : toute personne majeure qui pratique à titre habituel, en tant que créateur ou exécutant, un art ou une discipline artistique ;</p> <p>2° « artiste professionnel » : toute personne qui consacre un maximum de temps à la pratique d'un art ou d'une discipline artistique qu'elle exerce</p>	<p><u>Article 4</u></p> <p>L'article sous avis apporte des modifications substantielles à l'article 1^{er} de la loi précitée du 19 décembre 2014.</p> <p>Au point 2 de l'article sous examen, les points 1° et 2°, à insérer, définissent les notions d'« artiste » et celle d'« artiste professionnel ». Les points 3° et 4° définissent encore les notions respectivement d'« artiste créateur », ainsi que d'« artiste exécutant » et d'« artistes interprète ».</p> <p>Le point 2° précité prévoit ainsi qu'est considérée comme « artiste professionnel » « toute personne qui consacre un maximum de temps à la pratique d'un art ou d'une discipline artistique qu'elle exerce moyennant rémunération et dans un but lucratif et qui par ce biais participe activement à la vie artistique du Grand-Duché de Luxembourg ». L'intention des auteurs, d'après l'exposé des motifs, est de différencier l'« artiste professionnel » de l'« artiste amateur » en</p>	<p>Art. 34. À l'article 1^{er} de la <u>même</u> loi, sont apportées les modifications suivantes :</p> <p><u>1°</u> 1° L'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant : « Définitions et champ d'application » ;</p> <p><u>2°</u> <u>Avant le paragraphe 1^{er}, il est ajouté un paragraphe 1-0 nouveau, libellé comme suit :</u></p> <p>2. Les paragraphes 1, 2 et 3 anciens deviennent les paragraphes 2, 3 et 4 et il est inséré un nouveau paragraphe 1^{er} en début de l'article libellé comme suit :</p> <p>« (1-0) Au sens de la présente loi, l'on entend par :</p> <p>1° « artiste » : toute personne majeure qui pratique à titre habituel, en tant que créateur ou exécutant, un art ou une discipline artistique <u>dans les domaines des arts graphiques, plastiques et visuels, des arts de la scène, de la littérature et de la musique</u> ;</p>

<p>moyennant rémunération et dans un but lucratif et qui par ce biais participe activement à la vie artistique du Grand-Duché de Luxembourg dans son domaine artistique ;</p> <p>3° « artiste créateur » : toute personne qui pratique un art ou une discipline artistique par le biais de la création d'œuvres ;</p> <p>4° « artiste exécutant » ou « artiste interprète » : toute personne qui pratique un art ou une discipline artistique par le biais de l'exécution d'œuvres créées par autrui ;</p> <p>5° « technicien de scène » : toute personne qui se sert de techniques sonores, audiovisuelles, d'éclairage ou de toute autre technologie de pointe, numériques ou autres, actuelles ou à venir, pour assurer le bon fonctionnement d'un spectacle ;</p> <p>6° « artiste professionnel indépendant » : la personne qui, en dehors de tout lien de subordination, détermine elle-même les conditions dans lesquelles elle pratique un art ou une discipline artistique et qui est affiliée en tant que travailleur indépendant auprès d'un régime d'assurance pension ;</p> <p>7° « intermittent du spectacle » : l'artiste, créateur ou exécutant, le technicien de scène ou tout autre</p>	<p>précisant que le premier doit consacrer « un maximum de temps » à son activité artistique, sans donner cependant plus de précisions quant à ce sujet. Comment déterminer ce qui constitue un « maximum de temps » ? Qui détermine cette notion ? Le ministre ou la commission consultative déterminent-ils cette notion ? Par qui et comment le contrôler d'ailleurs ? Le Conseil d'État estime que l'utilisation du terme « maximum » est mal appropriée dans ce contexte.</p> <p>Par ailleurs, il ne ressort pas clairement du projet de loi sous examen ce qu'il faut entendre par une participation active à la vie artistique du Grand-Duché de Luxembourg dans son domaine artistique. Qui le détermine et comment un artiste rentre-t-il dans cette catégorie ? Des critères précis font défaut dans le projet de loi sous examen.</p> <p>Finalement, au point 5 de l'article sous avis, il est prévu d'ajouter le terme « notoire » après celui d'« engagement », sans définir autrement ce terme, ce qui pose la question de la portée de celui-ci.</p> <p>Au vu de toutes ces imprécisions, sources d'insécurité juridique, le Conseil d'État doit s'opposer formellement à la définition des termes « artiste professionnel » et à l'insertion du terme « notoire ».</p> <p>Au point 2 de l'article sous examen, qui propose l'insertion d'un point 6°, les termes « artiste professionnel indépendant » sont définis. La définition</p>	<p>2° « artiste professionnel » : toute personne qui <u>pratique régulièrement consacre un maximum de temps à la pratique d'un art ou d'une discipline artistique</u> qu'elle exerce moyennant rémunération et dans un but lucratif et qui par ce biais participe activement à la vie artistique du Grand-Duché de Luxembourg dans son domaine artistique <u>du fait de son engagement au niveau local, régional ou national et de sa collaboration avec des institutions culturelles et des acteurs culturels luxembourgeois, de manière que son parcours artistique fait preuve d'une continuité</u> ;</p> <p>3° « artiste créateur » : toute personne qui pratique un art ou une discipline artistique par le biais de la création d'œuvres ;</p> <p>4° « artiste exécutant » ou « artiste interprète » : toute personne qui pratique un art ou une discipline artistique par le biais de l'exécution d'œuvres créées par autrui ;</p> <p>5° « technicien de scène » : toute personne qui se sert de techniques sonores, audiovisuelles, d'éclairage ou de toute autre technologie de pointe, numériques ou autres, actuelles ou à venir, pour assurer le bon fonctionnement d'un spectacle ;</p> <p>6° « artiste professionnel indépendant » : la personne qui, en dehors de tout lien de subordination, détermine elle-même les conditions dans lesquelles elle pratique un art ou</p>
--	---	--

<p>professionnel intervenant dans le cadre d'un projet ou d'une production cinématographique, audiovisuelle, musicale, des arts de la scène, des arts graphiques, plastiques, visuels ou littéraires, que ce soit au stade de la préparation, de la création, de l'exécution, de la diffusion ou de la promotion, qui travaille principalement de manière temporaire dans le cadre de projets individuels et limités dans la durée, de sorte qu'il ou elle alterne des périodes d'activités et des périodes d'inactivités. L'intermittent du spectacle exerce son activité principalement soit pour le compte d'entreprises ou organisateurs du spectacle vivant ou du secteur de la production cinématographique, audiovisuelle et musicale soit dans le cadre d'une production de spectacle vivant et offre ses services à autrui moyennant salaire, honoraires ou cachet sur base d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat d'entreprise. »</p> <p>3. Au point 1 du paragraphe 1 ancien, devenu paragraphe 2, les termes « et plastiques » sont remplacés par les termes « plastiques et visuels » et précédés d'une virgule.</p> <p>4. Au point 2 du paragraphe 1 ancien, devenu paragraphe 2, les termes « créateurs et aux réalisateurs d'œuvres d'art et » sont supprimés et il</p>	<p>qui y est donnée diffère sensiblement de celle qui figure à l'article 2 de la loi précitée du 19 décembre 2014 en le définissant « en tant que travailleur indépendant auprès d'un régime d'assurance pension » et non plus « en tant que travailleur intellectuel indépendant auprès d'un régime d'assurance pension ». Pour les auteurs du projet de loi sous examen, « [c]ette nuance a le mérite de permettre une ouverture des aides de soutien aux acteurs culturels qui disposent d'une autorisation d'établissement et sont affiliés en tant qu'artisans/commerçants à condition d'exercer à titre principal une activité artistique et non commerciale et de demander les indemnités compensatoires de revenu par rapport à leur activité artistique ». À cet égard, le Conseil d'État relève que, en ce qui concerne l'affiliation à la sécurité sociale, le Code de la sécurité sociale dispose en son article 1^{er}, point 4), que sont affiliés obligatoirement « les personnes qui exercent au Grand-Duché de Luxembourg pour leur propre compte une activité professionnelle ressortissant de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce ou de la Chambre d'agriculture ou une activité professionnelle ayant un caractère principalement intellectuel et non commercial. » Si les auteurs entendent clarifier que sont visées les deux catégories d'indépendants, le Conseil d'État recommande de se référer à l'article 1^{er}, point 4), alinéa 1^{er}, du Code de la sécurité sociale, qui reprend ces deux catégories.</p> <p>En outre, pour ce qui est des points 3 et 4 proposant de modifier le paragraphe 2, le Conseil d'État constate que</p>	<p>une discipline artistique et qui est affiliée en tant que travailleur indépendant auprès d'un régime d'assurance pension <u>au sens de l'article 1^{er}, point 4, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale</u> ;</p> <p>7° « intermittent du spectacle » : l'artiste, créateur ou exécutant, le technicien de scène ou tout autre professionnel intervenant dans le cadre d'un projet ou d'une production cinématographique, audiovisuelle, musicale, des arts de la scène, des arts graphiques, plastiques, visuels ou littéraires, que ce soit au stade de la préparation, de la création, de l'exécution, de la diffusion ou de la promotion, qui travaille principalement de manière temporaire dans le cadre de projets individuels et limités dans la durée, de sorte qu'il ou elle alterne des périodes d'activités et des périodes d'inactivités. L'intermittent du spectacle exerce son activité principalement soit pour le compte d'entreprises ou organisateurs du spectacle vivant ou du secteur de la production cinématographique, audiovisuelle et musicale soit dans le cadre d'une production de spectacle vivant et offre ses services à autrui moyennant salaire, honoraires ou cachet sur base d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'un contrat d'entreprise. » ;</p> <p><u>3° Le paragraphe 1^{er} est supprimé.</u></p>
---	--	--

<p>est complété par les termes suivants précédés d'une virgule:</p> <p>« ainsi qu'à tout autre professionnel intervenant dans le cadre d'un projet ou d'une production cinématographique, audiovisuelle, musicale, des arts de la scène, des arts graphiques, plastiques, visuels ou littéraires, que ce soit au stade de la préparation, de la création, de l'exécution, de la diffusion ou de la promotion».</p> <p>5. Au paragraphe 3 ancien, devenu paragraphe 4, les termes « des articles 2 et 3 de la présente loi » sont remplacés par les termes « des points 6 et 7 du paragraphe 1^{er} » et le terme « engagement » est suivi de celui de « notoire ».</p>	<p>le paragraphe 2 en question, au vu des définitions introduites par le point 2, est devenu superfétatoire et peut être omis dans son intégralité. Si l'intention des auteurs était d'exclure certains domaines d'arts, le paragraphe 3 pourrait utilement être modifié en ce sens.</p>	<p>3. Au point 1 du paragraphe 1 ancien, devenu paragraphe 2, les termes « et plastiques » sont remplacés par les termes « plastiques et visuels » et précédés d'une virgule.</p> <p>4. Au point 2 du paragraphe 1 ancien, devenu paragraphe 2, les termes « créateurs et aux réalisateurs d'œuvres d'art et » sont supprimés et il est complété par les termes suivants précédés d'une virgule:</p> <p>« ainsi qu'à tout autre professionnel intervenant dans le cadre d'un projet ou d'une production cinématographique, audiovisuelle, musicale, des arts de la scène, des arts graphiques, plastiques, visuels ou littéraires, que ce soit au stade de la préparation, de la création, de l'exécution, de la diffusion ou de la promotion».</p> <p>4° 5. Au paragraphe 3 sont apportées les modifications suivantes : ancien, devenu paragraphe 4,</p> <p>a) Les les termes « des articles 2 et 3 de la présente loi » sont remplacés par les termes « des points 6 et 7 du paragraphe 1-0 » ; et</p> <p>b) Le le terme « engagement » est suivi de celui de « notoire » est inséré entre le terme « engagement » et les termes « dans la scène » ;</p> <p>c) Les termes « grâce à la diffusion publique de leurs œuvres, aux retombées de leur activité et à la reconnaissance par leurs pairs » sont insérés derrière les termes « scène artistique et culturelle luxembourgeoise ».</p>
--	--	---

<p>Art. 5. À la suite de l'article 1^{er} de la loi, il est inséré un nouvel article 1bis qui se lit comme suit :</p> <p>« Art. 1bis. Incompatibilités</p> <p>N'est pas compatible avec l'activité d'artiste professionnel indépendant l'exercice de toute activité professionnelle accessoire non artistique qui génère un revenu annuel supérieur à douze fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés.</p> <p>N'est pas compatible avec l'activité d'intermittent du spectacle l'exercice d'une activité professionnelle sur base d'un contrat de travail à durée indéterminée pour une durée hebdomadaire supérieure ou égale à vingt heures.</p> <p>N'est pas compatible avec le bénéfice des mesures de soutien prévues par la présente loi, l'attribution d'une pension de vieillesse dans le cadre du régime général d'assurance pension.</p>	<p><u>Article 5</u></p> <p>L'article sous examen a pour objet d'insérer un article 1bis à la suite de l'article 1er de la loi précitée du 19 décembre 2014, intitulé « Incompatibilités » et qui « a pour objet de rassembler les incompatibilités avec l'attribution des mesures de soutien prévues par la Loi » selon le commentaire des articles. Or, le texte prévoit en fait une interdiction de cumuler respectivement les activités d'artiste professionnel indépendant et d'intermittent du spectacle avec l'exercice de toute activité professionnelle accessoire générant un revenu supérieur à douze fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés ou avec l'exercice d'une activité professionnelle salariale dépassant la durée hebdomadaire de vingt heures. Le Conseil d'État constate que les interdictions, prévues aux alinéas 1er et 2 de l'article 1bis, constituent des ingérences au droit au travail, à la liberté de commerce et à l'exercice de la profession libérale, consacrés par les articles 11, paragraphes 4 et 6, de la Constitution. Aux yeux du Conseil d'État, ces ingérences, non autrement justifiées, se heurtent au principe de proportionnalité, de sorte que le Conseil d'État doit s'opposer formellement aux dispositions sous avis.</p> <p>Si l'intention des auteurs était seulement d'exclure l'attribution de mesures de soutien dans l'hypothèse de l'exercice d'activités professionnelles accessoires,</p>	<p>Art. 45. À la suite de l'article 1^{er} de la <u>même</u> loi, il est inséré un nouvel article <u>1bis</u> nouveau, libellé qui se lit comme suit :</p> <p>« Art. 1bis. Incompatibilités</p> <p>N'est pas compatible avec <u>le bénéfice des mesures de soutien pour les l'activité d'</u>artistes professionnels indépendants l'exercice de toute activité professionnelle accessoire non artistique qui génère un revenu annuel supérieur à douze fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés.</p> <p>N'est pas compatible avec <u>le bénéfice des mesures de soutien pour les l'activité d'</u>intermittents du spectacle l'exercice d'une activité professionnelle sur base d'un contrat de travail à durée indéterminée pour une durée hebdomadaire supérieure ou égale à vingt heures.</p> <p>N'est pas compatible avec le bénéfice des mesures de soutien prévues par la présente loi, l'attribution d'une pension de vieillesse dans le cadre du régime général d'assurance pension.</p>
---	--	--

	les dispositions en question seraient à intégrer de manière adaptée aux articles 5 et 6 de la loi à modifier.	
Art. 6. Les articles 2 et 3 sont abrogés.	<u>Article 6</u> Pas d'observation	Art. 56. Les articles 2 et 3 <u>de la même loi</u> sont abrogés.
Art. 7. L'article 5 est remplacé par le texte qui suit : « Art. 5. Aides en faveur des artistes professionnels indépendants (1) Les artistes professionnels indépendants au sens de la présente loi, sur demande écrite adressée au ministre, sont admis au bénéfice des aides de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants à condition: <ol style="list-style-type: none"> 1. de remplir la condition prévue à l'article 1^{er} paragraphe 4; 2. de répondre aux critères de la définition prévue à l'article 1, paragraphe 1^{er}, point 6 depuis au moins deux ans précédant immédiatement la demande; 3. que leur activité artistique ait généré un revenu moyen d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés au cours des deux dernières années précédant immédiatement la demande; 	<u>Article 7</u> Au paragraphe 1 ^{er} , point 3, dans un souci de clarification, le Conseil d'État recommande d'écrire « que leur activité artistique ait généré un revenu moyen annuel d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés sur les deux années précédant immédiatement la demande ». <p>Au paragraphe 2, le Conseil d'État se demande si par les termes « deuxième admission » les auteurs visent en fait le renouvellement. Si tel est le cas, il estime que la notion de « deuxième admission » est mal appropriée. Dans cette hypothèse, il suggère d'écrire aux alinéas 2 et 3 :</p> <p>« L'admission et le premier renouvellement sont valables pour une période de vingt-quatre mois. Tout renouvellement ultérieur est valable pour une période de trente-six mois.</p> <p>[...], l'artiste professionnel indépendant peut bénéficier d'un renouvellement valable pour une période de soixante mois lors de sa prochaine demande de renouvellement, à condition qu'il s'agisse au moins de son troisième renouvellement consécutif. »</p>	Art. 67. L'article 5 <u>de la même loi</u> est remplacé par le texte qui suit : « Art. 5. Aides en faveur des artistes professionnels indépendants (1) Les artistes professionnels indépendants au sens de la présente loi, sur demande écrite adressée au ministre, sont admis au bénéfice des aides de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants à condition: <ol style="list-style-type: none"> 1. de remplir la condition prévue à l'article 1^{er} paragraphe <u>3</u> 4; 2. de répondre aux critères de la définition prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 1-0, point 6, depuis au moins deux ans précédant immédiatement la demande; 3. que leur activité artistique ait généré un revenu moyen <u>annuel</u> d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés <u>sur les</u> au cours des deux dernières années précédant immédiatement la demande;

<p>4. de ne pas être admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire prévue à l'article 6;</p> <p>5. de ne pas toucher un revenu de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère;</p> <p>6. de ne pas exercer une activité principale régie par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et les règlements y relatifs.</p> <p>Les personnes qui peuvent se prévaloir d'un diplôme de niveau universitaire sanctionnant un cycle complet d'au moins trois années, délivré à la suite d'études spécialisées dans une des disciplines artistiques visées par la présente loi et inscrit au registre des titres de formation prévu par la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles sont dispensées des conditions énumérées aux points 2 et 3.</p> <p>(2) L'admission au bénéfice des aides de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants est décidée par le ministre, sur avis de la commission consultative instituée par la présente loi, pour une période renouvelable comme suit :</p>	<p>Au paragraphe 2, alinéa 3, il est prévu qu'à partir de l'âge de cinquante ans, l'artiste professionnel indépendant peut bénéficier d'une admission valable pour une période de soixante mois lors de sa prochaine demande de renouvellement. Dans la même lignée, il est prévu, au paragraphe 3, alinéa 2, que le Fonds social peut intervenir à hauteur de 6,5 fois le montant du salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés par an à partir de l'année où l'artiste professionnel indépendant a atteint l'âge de cinquante-cinq ans. Le Conseil d'État considère que ces mécanismes sont susceptibles de constituer une discrimination fondée sur l'âge qui se heurte au principe d'égalité devant la loi, inscrit à l'article 10bis de la Constitution. Dans l'attente d'explications de nature à fonder la différence de traitement répondant aux critères établis par la Cour constitutionnelle, à savoir que la différence de traitement procède de disparités objectives, qu'elle est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, le Conseil d'État réserve sa position quant à la dispense du second vote constitutionnel. Aux paragraphes 3, alinéas 1er et 2, et 4, le Conseil d'État demande de remplacer les termes « peut intervenir » par ceux de « intervient sur demande ».</p> <p>Au paragraphe 4, alinéa 1er, dans sa nouvelle teneur proposée, la référence au « présent paragraphe » semble incorrecte. Le renvoi est à revoir.</p>	<p>4. de ne pas être admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire prévue à l'article 6;</p> <p>5. de ne pas toucher un revenu de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère;</p> <p>6. de ne pas exercer une activité principale régie par la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et les règlements y relatifs.</p> <p>Les personnes qui peuvent se prévaloir d'un diplôme de niveau universitaire sanctionnant un cycle complet d'au moins trois années, délivré à la suite d'études spécialisées dans une des disciplines artistiques visées par la présente loi et inscrit au registre des titres de formation prévu par la loi <u>modifiée</u> du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles sont dispensées des conditions énumérées aux points 2 et 3.</p> <p>(2) L'admission au bénéfice des aides de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants est décidée par le ministre, sur avis de la commission consultative instituée par la présente loi, pour une période renouvelable <u>comme suit</u> :</p>
--	--	---

<p>La première et deuxième admission est valable pour une période de vingt-quatre mois. L'admission décidée à partir de la troisième demande d'admission est valable pour une période de trente-six mois.</p> <p>À partir de l'âge de cinquante ans, l'artiste professionnel indépendant peut bénéficier d'une admission valable pour une période de soixante mois lors de sa prochaine demande de renouvellement, à condition qu'il s'agisse au moins de sa quatrième admission consécutive.</p> <p>Après chaque terme, l'admission pourra être renouvelée sur demande écrite adressée au ministre. Sur avis de la commission consultative, le ministre renouvelle l'admission au bénéfice des aides de soutien aux personnes qui remplissent les conditions 1 à 6 prévues au paragraphe 1^{er} depuis leur admission au bénéfice des aides de soutien, respectivement depuis le renouvellement de cette admission.</p> <p>Les décisions relatives à l'admission au bénéfice des aides de soutien doivent parvenir au requérant dans un délai de trois mois qui suit la réception de la demande dûment complétée par l'ensemble des pièces requises.</p> <p>(3) Pour les artistes professionnels indépendants admis au bénéfice des aides de soutien</p>	<p>Toujours au paragraphe 4, alinéa 1er, le Conseil d'État se doit de relever que la phrase liminaire, en particulier la partie de phrase prévoyant que « la portion de l'indemnité mensuelle dépassant le montant du salaire social minimum pour personnes qualifiées n'étant pas pris en compte dans le calcul du plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés » est incompréhensible et, de ce fait, source d'insécurité juridique. Le Conseil d'État s'oppose, par conséquent, formellement à la disposition en question qu'il y a lieu de reformuler.</p> <p>Pour ce qui est du paragraphe 4, alinéa 1er, point 1, le Conseil d'État constate que cette formulation figure d'ores et déjà dans la loi qu'il s'agit de modifier, ceci suite à une modification intervenue par la loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique. Le Conseil d'État tient à souligner que la loi précitée du 3 avril 2020 a été adoptée afin de répondre, essentiellement, aux conséquences de la situation particulière de la pandémie Covid-19. Dans cette lignée, le Conseil d'État avait noté, dans son avis du 24 mars 2020 relatif à la loi en projet précitée, que « [la] lettre de saisine [du projet de loi] laisse entendre</p>	<p>L'admission et le premier renouvellement sont la première et deuxième admission est valables pour une période de vingt-quatre mois. <u>Tout renouvellement ultérieur</u> L'admission décidée à partir de la troisième demande d'admission est valable pour une période de trente-six mois.</p> <p>À partir de l'âge de cinquante ans, l'artiste professionnel indépendant peut bénéficier d'un <u>renouvellement</u> une admission valable pour une période de soixante mois lors de sa prochaine demande de renouvellement, à condition qu'il s'agisse au moins de <u>son troisième renouvellement consécutif</u> sa quatrième admission consécutive.</p> <p>Après chaque terme, l'admission <u>peut</u> pourra être renouvelée sur demande écrite adressée au ministre. Sur avis de la commission consultative, le ministre renouvelle l'admission au bénéfice des aides de soutien aux personnes qui remplissent les conditions 1 à 6 prévues au paragraphe 1^{er}, <u>points 1 à 6</u>, depuis leur admission au bénéfice des aides de soutien <u>ou, respectivement</u> depuis le renouvellement de cette admission.</p> <p>Les décisions relatives à l'admission au bénéfice des aides de soutien <u>parviennent</u> doivent parvenir au requérant dans un délai de trois mois qui suit la réception de la demande dûment complétée par l'ensemble des pièces requises.</p>
---	--	---

<p>conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 et dont les ressources mensuelles n'atteignent pas 1,5 fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés, le Fonds social culturel peut intervenir pour parfaire le montant de 1,5 fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés sans que cette intervention mensuelle ne puisse dépasser le montant d'un salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés dans la limite d'un plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés.</p> <p>Le Fonds social peut intervenir à hauteur de 6,5 fois le montant du salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés par an à partir de l'année où l'artiste professionnel indépendant a atteint l'âge de cinquante-cinq ans à condition qu'il s'agisse au moins de sa quatrième admission au bénéfice des aides de soutien consécutive.</p> <p>Pour la détermination des ressources mensuelles de l'artiste sont pris en compte ses propres revenus bruts, professionnels ou non.</p> <p>Aucune aide au titre de la présente loi ne peut être perçue pour les mois pendant lesquels l'artiste professionnel indépendant:</p>	<p>que cet « événement imprévisible » n'est autre que l'épidémie de Coronavirus SARS-CoV-2 « COVID-19 »². Par ailleurs, et contrairement à la loi précitée du 3 avril 2020 qui comprend à l'article 4, alinéa 1er, une date limite pour la soumission des demandes d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire, la disposition sous examen pérennise le mécanisme en question et le rend applicable à tout « événement imprévisible ». À cet égard, le Conseil d'État se doit de renvoyer à son avis du 15 juin 2020 relatif au projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'un congé pour soutien familial³ et de relever que le texte proposé n'encadre pas suffisamment la notion d'« événement imprévisible » en ce qu'il renvoie à un règlement grand-ducal pour la « constatation » de l'impact dommageable que l'événement imprévisible doit avoir engendré sur les activités tombant sous le champ d'application de la présente loi. En effet, la « constatation » par règlement grand-ducal de l'impact dommageable constitue en réalité une détermination de l'événement imprévisible lui-même, ce qui est inconcevable, en l'absence d'un cadre légal clairement déterminé, dans une matière réservée à la loi. S'y ajoute que le point 2 se limite à renvoyer à un règlement grand-ducal pour la fixation de la durée de l'impact dommageable, sans aucun encadrement légal. De ce fait, le dispositif sous avis contrevient à l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, raison pour laquelle le Conseil d'État doit</p>	<p>(3) Pour les artistes professionnels indépendants admis au bénéfice des aides de soutien conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 et dont les ressources mensuelles n'atteignent pas 1,5 fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés, le Fonds social culturel <u>intervient sur demande</u> peut intervenir pour parfaire le montant de 1,5 fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés sans que cette intervention mensuelle ne puisse dépasser le montant d'un salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés dans la limite d'un plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés.</p> <p>Le Fonds social <u>culturel intervient sur demande</u> peut intervenir à hauteur de 6,5 fois le montant du salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés par an à partir de l'année où l'artiste professionnel indépendant a atteint l'âge de cinquante-cinq ans à condition qu'il s'agisse au moins de <u>son troisième renouvellement du sa quatrième admission au</u> bénéfice des aides de soutien <u>consécutif consécutif</u>.</p> <p>Pour la détermination des ressources mensuelles de l'artiste sont pris en compte ses propres revenus bruts, professionnels ou non.</p>
---	---	--

<ul style="list-style-type: none"> – est admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire prévue à l'article 6 ou – touche un revenu de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère. <p>Les modalités relatives à la demande en obtention des aides de soutien sont déterminées par règlement grand-ducal.</p> <p>(4) Pour les artistes professionnels indépendants admis au bénéfice des aides de soutien, le Fonds social culturel peut intervenir mensuellement sur demande au-delà de ce qui est prévu par le présent paragraphe, ceci à hauteur maximum de 1,5 fois le salaire social minimum pour personnes qualifiées dans la limite d'un plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés, la portion de l'indemnité mensuelle dépassant le montant du salaire social minimum pour personnes qualifiées n'étant pas pris en compte dans le calcul du plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés et ce :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. pendant une période au cours de laquelle a lieu un événement imprévisible dont l'impact dommageable sur les activités tombant sous 	<p>s'opposer formellement au libellé du paragraphe 4, alinéa 1er, points 1 et 2.</p> <p>Le Conseil d'État tient à signaler que la même problématique se pose également à l'égard des articles 6, paragraphe 5, alinéa 4, et 8, alinéas 1er et 2, du texte coordonné de la loi qu'il s'agit de modifier.</p>	<p>Aucune aide au titre de la présente loi ne peut être perçue pour les mois pendant lesquels l'artiste professionnel indépendant:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. est admis au bénéfice de l'indemnisation en cas d'inactivité involontaire prévue à l'article 6 ; ou 2. touche un revenu de remplacement au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère. <p>Les modalités relatives à la demande en obtention des aides de soutien sont déterminées par règlement grand-ducal.</p> <p>(4) Pour L Les artistes professionnels indépendants admis au bénéfice des aides de soutien <u>bénéficient, sur demande, mensuellement d'un montant supplémentaire par rapport à ce qui est prévu par le paragraphe 3 ne pouvant dépasser la moitié du salaire social minimum pour personnes qualifiées de la part du Fonds social culturel, la somme des ressources mensuelles propres et de l'aide de soutien mensuelle ne pouvant dépasser 1,5 fois le salaire social minimum pour personnes qualifiées, le Fonds social culturel peut intervenir mensuellement sur demande au-delà de ce qui est prévu par le présent paragraphe, ceci à hauteur maximum de 1,5 fois le salaire social minimum pour personnes qualifiées dans la limite d'un plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour</u></p>
---	--	--

<p>le champ d'application de la présente loi a été constaté par règlement grand-ducal ;</p> <p>2. lorsque l'artiste professionnel indépendant établit qu'il rencontre des difficultés temporaires à effectuer ses prestations artistiques pendant la période déterminée par règlement grand-ducal;</p> <p>3. s'il existe un lien de causalité direct entre l'événement imprévisible et les difficultés à effectuer ses prestations artistiques.</p> <p>Pour être admis au bénéfice des aides de soutien, l'activité artistique doit, par dérogation à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point 3, avoir généré un revenu moyen d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés au cours des deux dernières années précédant immédiatement la demande, réduit d'un montant équivalent au tiers du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés pour chaque mois pendant la période déterminée par règlement grand-ducal.</p> <p>Par événement imprévisible, il y a lieu d'entendre toute circonstance exceptionnelle ou tout ensemble de circonstances exceptionnelles, d'envergure nationale ou internationale. »</p>		<p>travailleurs qualifiés, la portion de l'indemnité mensuelle dépassant le montant du salaire social minimum pour personnes qualifiées n'étant pas pris en compte dans le calcul du plafond annuel de six fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés et ce :</p> <p>1° 1- pendant une période au cours de laquelle a lieu un événement imprévisible <u>rendant impossible l'exercice normal des activités dont l'impact dommageable sur les</u> activités tombant sous le champ d'application de la présente loi a été constaté par règlement grand-ducal ;</p> <p>2° 2- lorsque l'artiste professionnel indépendant établit qu'il rencontre des difficultés temporaires à effectuer ses prestations artistiques pendant <u>l'événement imprévisible la période déterminée par règlement grand-ducal</u>;</p> <p>3° 3- s'il existe un lien de causalité direct entre l'événement imprévisible et les difficultés à effectuer ses prestations artistiques.</p> <p>Pour être admise au bénéfice des aides de soutien, l'activité artistique doit, par dérogation au à l'article 5, paragraphe 1^{er}, <u>alinéa 1^{er}</u>, point 3, avoir généré un revenu moyen <u>annuel</u> d'au moins quatre fois le salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés <u>sur les</u> au cours des deux dernières années précédant immédiatement la demande,</p>
---	--	--

		<p>réduit d'un montant équivalent au tiers du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés pour chaque mois pendant <u>lequel perdure l'événement imprévisible la période déterminée par règlement grand-ducal.</u></p> <p>Par événement imprévisible, il y a lieu d'entendre toute circonstance exceptionnelle ou tout ensemble de circonstances exceptionnelles, d'envergure nationale ou internationale. »</p>
<p>Art. 8. À l'article 6 sont apportées les modifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Au paragraphe 1^{er}, les mots « au sens des articles 1^{er} et 3 » sont remplacés par ceux de « au sens de l'article 1, point 7 » ; 2. Au paragraphe 1^{er}, les points 1 et 7 sont remplacés par le libellé qui suit : <p>« 1. qu'ils justifient d'une période d'activités comptant quatre-vingts jours au moins et pendant lesquels une activité rémunérée principale a été exercée de manière temporaire soit pour le compte d'entreprises ou organisateurs du spectacle vivant ou du secteur de la production cinématographique, audiovisuelle et musicale, soit dans le cadre d'une production de spectacle vivant, ceci endéans la</p>	<p><u>Article 8</u></p> <p>Contrairement à l'article 7 introduisant un article 5 dont les paragraphes 2 et 3 prévoient des dérogations en fonction de l'âge non autrement motivées par les auteurs, les auteurs ont expliqué, au commentaire de l'article, les raisons pour les dérogations en fonction de l'âge prévues aux points 3 et 4 de l'article sous examen, de sorte que le Conseil d'État peut marquer son accord avec la disposition sous avis.</p>	<p>Art. 78. À l'article 6 <u>de la même loi</u>, sont apportées les modifications suivantes :</p> <p><u>1° Au paragraphe 1^{er} sont apportées les modifications suivantes :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> a) <u>1. Au paragraphe 1^{er}, les mots À la phrase liminaire, les termes</u> « au sens des articles 1^{er} et 3 » sont remplacés par ceux de « au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1-0, point 7, » ; b) <u>Le point 1 est remplacé par le libellé qui suit :</u> « 1. qu'ils justifient d'une période d'activité comptant quatre-vingt jours au moins et pendant lesquels une activité rémunérée principale a été exercée de manière temporaire soit pour le compte d'entreprises ou organisateurs du spectacle vivant ou du secteur de la production cinématographique, audiovisuelle et musicale, soit dans le cadre d'une

<p>période de 365 jours de calendrier précédant la demande d'ouverture des droits en indemnisation;</p> <p>7. qu'ils ne soient pas admis au bénéfice du revenu d'inclusion sociale prévu par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale. »</p> <p>3. Les paragraphes 2, 3, 4 et 5 anciens deviennent les paragraphes 3, 4, 5 et 6 et il est inséré un nouveau paragraphe 2 à la suite du paragraphe 1^{er} libellé comme suit :</p> <p>« (2) Sont considérées comme période d'activités au sens du présent article, à concurrence d'un maximum de 10 jours sur les 80 jours d'activités, les activités occasionnelles suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les participations à des formations en rapport avec l'exercice de l'activité d'intermittent du spectacle ; - la tenue d'activités pédagogiques ou de leçons dans un contexte éducatif et toute autre activité de médiation culturelle à condition d'être liée à l'activité d'intermittent du spectacle et d'être rémunérée. <p>La période d'activités minimale prévue au paragraphe 1^{er}, point 1, est ramenée à soixante jours</p>		<p>production de spectacle vivant, ceci endéans la période de 365 jours de calendrier précédant la demande d'ouverture des droits en indemnisation ; » ;</p> <p>c) <u>Le point 7 est remplacé par le libellé qui suit : « 7. qu'ils ne soient pas admis au bénéfice du revenu d'inclusion sociale prévu par la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale. » ;</u></p> <p><u>2. Au paragraphe 1^{er}, les points 1 et 7 sont remplacés par le libellé qui suit :</u></p> <p><u>2° À la suite du paragraphe 1^{er}, il est ajouté un paragraphe 1bis nouveau, libellé comme suit :</u></p> <p>3. Les paragraphes 2, 3, 4 et 5 anciens deviennent les paragraphes 3, 4, 5 et 6 et il est inséré un nouveau paragraphe 2 à la suite du paragraphe 1^{er} libellé comme suit :</p> <p>« <u>(1bis)</u> (2) Sont considérées comme période d'activités au sens du présent article, à concurrence d'un maximum de 10 jours sur les 80 jours d'activités, les activités occasionnelles suivantes:</p> <p><u>1°</u> –les participations à des formations en rapport avec l'exercice de l'activité d'intermittent du spectacle ;</p> <p><u>2°</u> –la tenue d'activités pédagogiques ou de leçons dans un contexte éducatif et toute autre activité de médiation culturelle à condition d'être liée à l'activité d'intermittent du spectacle et d'être rémunérée.</p>
--	--	---

<p>pour l'intermittent du spectacle ayant atteint l'âge de cinquante ans à condition qu'il s'agisse au moins de sa huitième admission au bénéfice d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire consécutive. »</p> <p>4. Au paragraphe 4 ancien, devenu paragraphe 5, l'alinéa 1 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p>« À partir de l'âge de cinquante-cinq ans, l'admission au bénéfice d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire permet à l'intermittent du spectacle de toucher 131 indemnités journalières au maximum pendant une période de 365 jours de calendrier à compter du jour de l'introduction de sa demande d'ouverture des droits en indemnisation à condition qu'il s'agisse au moins de sa huitième admission au bénéfice d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire consécutive. »</p> <p>5. Au paragraphe 4 ancien, devenu paragraphe 5, alinéa 4, le terme « 121 » est complété par les termes « respectivement 131 » et au point 1 de ce paragraphe les termes « paragraphe 3, alinéa 5 » sont remplacés par ceux de « paragraphe 4 ».</p>		<p>La période d'activités minimale prévue au paragraphe 1^{er}, point 1, est ramenée à soixante jours pour l'intermittent du spectacle ayant atteint l'âge de cinquante ans à condition qu'il s'agisse au moins de sa huitième admission au bénéfice d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire consécutive. » ;</p> <p><u>3° 4.-Au paragraphe 4 sont apportées les modifications suivantes :ancien, devenu paragraphe 5,</u></p> <p>a) <u>L'alinéa 1 est complété par la phrase suivante les dispositions suivantes:</u> « À partir de l'âge de cinquante-cinq ans, l'admission au bénéfice d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire permet à l'intermittent du spectacle de toucher <u>cent-trente et une131</u> indemnités journalières au maximum pendant une période de 365 jours de calendrier à compter du jour de l'introduction de sa demande d'ouverture des droits en indemnisation à condition qu'il s'agisse au moins de sa huitième admission au bénéfice d'indemnisation en cas d'inactivité involontaire consécutive. » ;</p> <p>b) <u>5.-Au paragraphe 4 ancien, devenu paragraphe 5, À l'alinéa 24, sont apportées les modifications suivantes :</u></p> <p>i) <u>À la phrase liminaire, les termes « par rapport aux 121 indemnités journalières » sont remplacés par</u></p>
--	--	--

		<p><u>les termes « par rapport aux cent vingt et un ou cent trente et un indemnités journalières » ;</u> le terme « 121 » est complété par les termes « respectivement 131 » et au point 1 de ce paragraphe</p> <p>ii) <u>Le point 1 est remplacé par le texte suivant : « pendant une période au cours de laquelle a lieu un événement imprévisible au sens de l'article 5, paragraphe 4, rendant impossible l'exercice normal des activités tombant sous le champ d'application de la présente loi » ; les termes « paragraphe 3, alinéa 5 » sont remplacés par ceux de « paragraphe 4 ».</u></p> <p>iii) <u>Au point 2, les termes « la période déterminée par règlement grand-ducal » sont remplacés par ceux de « l'événement imprévisible ».</u></p>
Art. 9. À l'article 7, le terme « carnet » est suivi de celui de « numérique ».	Article 9 Pas d'observations	Art. 89. À l'article 7 <u>de la même loi</u> , le terme « carnet » est suivi de celui de « numérique ».
Art. 10. À l'article 8 sont apportées les modifications suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. L'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant : « Suspension de la période d'activités et de la période d'admission au bénéfice des aides de soutien des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle » ; 	Article 10 Par la modification proposée au point 3, il est prévu que la période en question « peut », sur demande, être suspendue par décision du ministre, pour une période d'une durée égale à celle de l'incapacité de travail ou celle fixée par un règlement grand-ducal. Or, dans les matières réservées à la loi, en l'occurrence la matière visée par l'article 103 de la Constitution, une autorité administrative ne saurait se voir accorder par le législateur un pouvoir d'appréciation sans limite pour prendre des décisions. La loi doit définir les éléments	Art. 910. À l'article 8 <u>de la même loi</u> , sont apportées les modifications suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <u>1°</u> L'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant : « Suspension de la période d'activités et de la période d'admission au bénéfice des aides de soutien des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle » ; <u>2°</u> 2. <u>À l'alinéa 1^{er} sont apportées les modifications suivantes :</u>

<p>2. Les termes « paragraphe 3, alinéa 5 » sont remplacés par ceux de « paragraphe 4 ».</p> <p>3. Les termes « est suspendue, si nécessaire, » sont remplacés par ceux de « peut, sur demande, être suspendue par décision du ministre » ;</p> <p>4. Après l'alinéa 1^{er}, il est inséré un alinéa 2 nouveau qui prend la teneur suivante :</p> <p>« Lorsque la période d'admission au bénéfice des aides de soutien visée à l'article 5, paragraphe 2 ou à l'article 6, paragraphe 5 comprend des périodes d'incapacité de travail couvertes par un congé de maladie d'au moins un mois, un congé de maternité, un congé d'accueil, un congé parental à plein temps ou une période au cours de laquelle a lieu un événement imprévisible au sens de l'article 5, paragraphe 4, dont l'impact dommageable sur les activités tombant sous le champ d'application de la présente loi a été constaté par règlement grand-ducal, la prédite période peut, sur demande, être suspendue, par décision du ministre pour une période d'une durée égale à celle de l'incapacité de travail ou celle fixée par règlement grand-ducal. »</p>	<p>essentiels de la matière avec une précision suffisante pour écarter tout pouvoir discrétionnaire absolu de la part de l'administration. Il y aura donc lieu, sous peine d'opposition formelle dans cette matière réservée à la loi, de faire abstraction du verbe « pouvoir » pour écrire « est, sur demande, suspendue par décision du ministre ».</p> <p>Pour ce qui est du point 4 introduisant un alinéa 2 nouveau, celui-ci prévoit également que la période visée « peut », sur demande, être suspendue, de sorte que le Conseil d'État doit s'y opposer formellement pour les raisons évoquées ci-dessus, la solution étant la même. Toujours par rapport au point 4, le Conseil d'État se doit encore de renvoyer à son opposition formelle relative à l'article 7 dans le contexte de la notion d'« événement imprévisible ».</p>	<p>a) Les termes « paragraphe 3, alinéa 5 » sont remplacés par ceux de « paragraphe 4 ».</p> <p>b) <u>Les termes « événement imprévisible au sens de l'article 5, paragraphe 4, dont l'impact dommageable sur les activités tombant sous le champ d'application de la présente loi a été constaté par règlement grand-ducal » sont remplacés par ceux de « événement imprévisible au sens de l'article 5, paragraphe 4, rendant impossible l'exercice normal des activités tombant sous le champ d'application de la présente loi » ;</u></p> <p>c) 3- Les termes « est suspendue, si nécessaire, » sont remplacés par ceux de « <u>est peut</u>, sur demande, être suspendue par décision du ministre » ;</p> <p>d) <u>Les termes « celle fixée par règlement grand-ducal sont remplacés par ceux de « de l'événement imprévisible » ;</u></p> <p>3° 4. À la suite de <u>Après</u> l'alinéa 1^{er}, il est inséré un alinéa 2 nouveau, <u>libellé comme suit qui prend la teneur suivante:</u></p> <p>« Lorsque la période d'admission au bénéfice des aides de soutien visée à l'article 5, paragraphe 2, ou à l'article 6, paragraphe 5, comprend des périodes d'incapacité de travail couvertes par un congé de maladie d'au moins un mois, un congé de maternité, un congé d'accueil, un congé parental à plein temps ou une période au cours de laquelle a lieu un événement imprévisible au sens de l'article 5, paragraphe 4, rendant impossible l'exercice normal des</p>
---	---	---

		dont l'impact dommageable sur les activités tombant sous le champ d'application de la présente loi a été constaté par règlement grand-ducal , la prédite période est peut , sur demande, être suspendue, par décision du ministre pour une période d'une durée égale à celle de l'incapacité de travail ou de l'événement imprévisible celle fixée par règlement grand-ducal . »
<p>Art. 11. Après l'article 8, il est ajouté un article 8bis nouveau qui prend la teneur suivante:</p> <p>« Art. 8bis. Déclaration des revenus et échange de données</p> <p>(1) Pour pouvoir prétendre aux mesures de soutien prévues aux articles 5 et 6, les artistes professionnels indépendants et les intermittents du spectacle déclarent au ministre leur revenu intégral se rapportant à la période de référence prévue à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point 3 et à l'article 6, paragraphe 1^{er}, point 2.</p> <p>Afin de permettre au ministre de déterminer le montant de l'aide de soutien prévue à l'article 5, paragraphe 3, les artistes professionnels indépendants déclarent au ministre leurs revenus mensuels.</p>	<p><u>Article 11</u></p> <p>Pas d'observations.</p>	<p>Art. 1011. Après l'article 8 de la même loi, il est ajouté un article <u>8bis</u> nouveau, <u>libellé comme suit</u> qui prend la teneur suivante:</p> <p>« <u>Art. 8bis</u>. Déclaration des revenus et échange de données</p> <p>(1) Pour pouvoir prétendre aux mesures de soutien prévues aux articles 5 et 6, les artistes professionnels indépendants et les intermittents du spectacle déclarent au ministre leur revenu intégral se rapportant à la période de référence prévue à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point 3, et à l'article 6, paragraphe 1^{er}, point 2.</p> <p>Afin de permettre au ministre de déterminer le montant de l'aide de soutien prévue à l'article 5, paragraphe 3, les artistes professionnels indépendants déclarent au ministre leurs revenus mensuels.</p> <p>(2) À la demande du ministre, les administrations fiscales, sur autorisation de leur autorité de tutelle, lui communiquent, par des procédés informatisés ou non,</p>

<p>(2) À la demande du ministre, les administrations fiscales, sur autorisation de leur autorité de tutelle, lui communiquent, par des procédés informatisés ou non, l'annexe à la déclaration pour l'impôt sur le revenu spécialement établie pour les artistes professionnels indépendants et les intermittents du spectacle et renseignant sur les revenus des bénéficiaires des mesures de soutien prévues par la présente loi qui se rapportent à la période de référence prévue à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point 3 et à l'article 6, paragraphe 1^{er}, point 2, ou à une période à laquelle des sommes leur ont été allouées afin de permettre au ministre de vérifier le respect des conditions prévues aux articles 1bis, 5 et 6. »</p>		<p>l'annexe à la déclaration pour l'impôt sur le revenu spécialement établie pour les artistes professionnels indépendants et les intermittents du spectacle et renseignant sur les revenus des bénéficiaires des mesures de soutien prévues par la présente loi qui se rapportent à la période de référence prévue à l'article 5, paragraphe 1^{er}, point 3, et à l'article 6, paragraphe 1^{er}, point 2, ou à une période à laquelle des sommes leur ont été allouées afin de permettre au ministre de vérifier le respect des conditions prévues aux articles <u>1bis</u>, 5 et 6. »</p>
<p>Art. 12. Après l'article 8bis nouveau, il est inséré un article 8ter nouveau qui prend la teneur suivante :</p> <p>« Art. 8ter. Restitution des mesures de soutien indûment touchées</p> <p>Les sommes indûment touchées en application de la présente loi sont à restituer lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de déclarations inexactes ou incomplètes, en dissimulant des faits importants ou si le bénéficiaire a omis de signaler un éventuel changement des conditions sur base desquelles les sommes ont été accordées, le tout sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles. »</p>	<p><u>Article 12</u></p> <p>L'article 12 du projet de loi introduit un article 8ter à la suite de l'article 8bis de la loi précitée du 19 décembre 2014. Il s'agit du pendant de l'article 8bis, introduit par l'article 11 du projet de loi. Il est prévu que tout artiste professionnel indépendant ou intermittent du spectacle qui a perçu des aides au titre de la loi précitée du 19 décembre 2014 en ayant fait des déclarations inexactes ou incomplètes, en dissimulant des faits importants ou un changement des conditions sur le fondement desquelles l'aide a été accordée, doit restituer les montants perçus. Le Conseil d'État estime que la disposition sous examen est superfétatoire,</p>	<p>Art. 1112. Après l'article <u>8bis</u> nouveau, il est inséré un article <u>8ter</u> nouveau, <u>libellé comme suit</u> qui prend la teneur suivante:</p> <p>« Art. 8ter. Restitution des mesures de soutien indûment touchées</p> <p>Les sommes indûment touchées en application de la présente loi sont à restituer lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de déclarations inexactes ou incomplètes, en dissimulant des faits importants ou si le bénéficiaire a omis de signaler un éventuel changement des conditions sur base desquelles les sommes ont été accordées, le tout sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles. »</p>

	étant donné que pour ce qui est des aides perçues indûment sur base de déclarations incomplètes ou fausses et en vertu de l'adage « <i>fraus omnia corrumpit</i> », une décision obtenue par fraude est susceptible d'être révoquée, voire retirée à tout moment, étant donné qu'un avantage obtenu par fraude ne saurait créer des droits, ou acquérir un caractère définitif à l'égard du fraudeur.	
Art. 13. À l'article 9, les mots « ou non » sont supprimés.	<u>Article 13</u> Pas d'observation	Art. 1213. L' À l'article 9 de la même loi est modifié comme suit : 1° Les termes mots « ou non » sont supprimés ; 2° <u>Les termes « comme aides au perfectionnement et au recyclage » sont remplacés par les termes « au développement professionnel des artistes ».</u>
Art. 14. Après l'article 9, il est inséré un article 9bis nouveau qui se lit comme suit : « Art. 9bis. Bourse de relève Une bourse de relève pour une durée maximale de six mois peut être attribuée aux artistes professionnels qui peuvent se prévaloir d'un diplôme de niveau universitaire sanctionnant un cycle complet d'au moins trois années, délivré à la suite d'études spécialisées dans une des disciplines artistiques visées par la présente loi et inscrit au registre des titres de formation prévu par la loi du 28 octobre	<u>Article 14</u> L'article sous examen vise à insérer un article <i>9bis</i> dans la loi précitée du 19 décembre 2014, ce dernier prévoyant l'instauration d'une bourse de relève pour les jeunes artistes professionnels satisfaisant à certaines conditions. Pour ce qui est de la condition visée à l'alinéa 1er, point 1, le Conseil d'État renvoie à son observation relative à l'affiliation des indépendants à l'endroit de l'article 4. À l'alinéa 1 ^{er} , point 2, figure la deuxième condition d'admission à l'octroi d'une telle bourse qui est de «	Art. 1314. Après l'article 9 de la même loi, il est inséré un article <i>9bis</i> nouveau, libellé qui se lit comme suit : « Art. <i>9bis</i>. Bourse de relève Une bourse de relève pour une durée maximale de six mois peut être attribuée aux artistes professionnels qui peuvent se prévaloir d'un diplôme de niveau universitaire sanctionnant un cycle complet d'au moins trois années, délivré à la suite d'études spécialisées dans une des disciplines artistiques visées par la présente loi et inscrit au registre des titres de formation prévu par la loi <u>modifiée</u> du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des

<p>2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et qui soumettent leur demande dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme, à condition :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. d'être affiliées en tant que travailleur indépendant; 2. de faire preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise et de fournir une motivation écrite concernant leurs activités artistiques prévues. <p>Le montant et la périodicité du paiement de la bourse sont individuellement fixés par le ministre, l'avis de la commission consultative demandé.</p> <p>Un règlement grand-ducal détermine la forme de la demande de bourse ainsi que les pièces à verser à l'appui et les délais dans lesquels les demandes doivent être introduites. »</p>	<p>faire preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise » sans que celle-ci ne soit autrement précisée. Dans ce contexte, le Conseil d'État estime que, pour certains jeunes artistes fraîchement diplômés, il sera difficile de justifier un engagement, compte tenu du fait que la bourse doit être demandée dans l'année suivant l'obtention de son diplôme et que ces artistes ne disposent pas forcément encore d'une quelconque expérience dans le domaine.</p> <p>L'alinéa 2 prévoit que le montant et la périodicité du paiement de la bourse sont individuellement fixés par le ministre, l'avis de la commission consultative demandé. Or, dans les matières réservées à la loi, en l'occurrence la matière visée par l'article 103 de la Constitution, une autorité administrative ne saurait se voir accorder par le législateur un pouvoir d'appréciation sans limite pour prendre des décisions. La loi doit définir les éléments essentiels de la matière avec une précision suffisante pour écarter tout pouvoir discrétionnaire absolu de la part de l'administration. Il y aura donc lieu, sous peine d'opposition formelle, de prévoir au niveau de la loi, d'une part la périodicité, et, d'autre part, soit un montant fixe, soit un montant maximal pour la bourse en question. Dans ce dernier cas, les critères de fixation du montant devront être prévus par la loi.</p>	<p>qualifications professionnelles et qui soumettent leur demande dans l'année qui suit l'obtention de leur diplôme, à condition :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. d'être affiliées en tant que travailleur indépendant <u>au sens de l'article 1^{er}, point 4, alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale</u> ; 2. de faire preuve d'un engagement dans la scène artistique et culturelle luxembourgeoise et de fournir une motivation écrite concernant leurs activités artistiques prévues. <p><u>La bourse d'un montant mensuel égal au cinquième du salaire social minimum mensuel pour travailleurs qualifiés est attribuée par décision du ministre</u> Le montant et la périodicité du paiement de la bourse sont individuellement fixés par le ministre, l'avis de la commission consultative demandé.</p> <p>Un règlement grand-ducal détermine la forme de la demande de bourse ainsi que les pièces à verser à l'appui et les délais dans lesquels les demandes <u>sont à introduire</u> doivent être introduites. »</p>
<p>Art. 15. L'article 10 de la loi est abrogé.</p>	<p><u>Article 15</u> Pas d'observation</p>	<p>Art. 1415. L'article 10 de la <u>même</u> loi est abrogé.</p>

<p>Art. 16. À l'article 14, l'alinéa 2 est remplacé par le libellé qui suit :</p> <p>« Ce fonds prend en charge les mesures de soutien prévues par la présente loi au profit des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle ainsi que la bourse de relève prévue à l'article 9bis. »</p>	<p><u>Article 16</u></p> <p>Pas d'observation</p>	<p>Art. 1516. À l'article 14 <u>de la même loi</u>, l'alinéa 2 est remplacé par le libellé qui suit :</p> <p>« Ce fonds prend en charge les mesures de soutien prévues par la présente loi au profit des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle ainsi que la bourse de relève prévue à l'article 9<u>bis</u>. »</p>
<p>Art. 17. La présente loi entre vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au Mémorial.</p>	<p><u>Article 17</u></p> <p>Pas d'observation</p>	<p>Art. 1617. La présente loi entre vigueur le premier jour du troisième mois qui suit <u>celui de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg</u> Mémorial.</p>

Ministère de la Culture

CHARTE DE DÉONTOLOGIE

pour les structures culturelles



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture

Version : 1.0 (entrée en vigueur le 15 juin 2022)

Le terme « structure culturelle » désigne une institution culturelle, une organisation, une association ou tout type de structure ayant adhéré à la Charte de déontologie.

La déontologie désigne le code moral d'une profession ou d'une activité. C'est un ensemble de droits et de devoirs censés diriger la conduite de celles et ceux qui exercent cette profession et cette activité.

01

SOMMAIRE

TABLE DES MATIÈRES

01. Sommaire	p.3
02. Préambule	p.4
03. Définitions	p.8
04. Généralités	p.14
05. Valeurs	p.19
05.1 La compétence	p.20
05.2 Le respect	p.20
05.3 La rémunération juste et équitable	p.21
05.4 L'intégrité	p.22
05.5 L'égalité des chances et des genres	p.24
05.6 La diversité culturelle	p.24
05.7 La transparence	p.25
05.8 L'écoresponsabilité	p.25

02

PRÉAMBULE

Par leur travail, leurs projets et leur programmation, les structures culturelles œuvrent à la préservation, la sauvegarde et à l'enrichissement du patrimoine culturel, au soutien et à la diffusion de la création artistique, à la recherche en histoire des arts, à l'éducation artistique et culturelle, à l'accès de tous les publics à la culture et au rayonnement du Grand-Duché de Luxembourg.

C'est dans ce contexte et parce que ces structures participent, ce faisant, à la cohésion sociale et à la démocratisation culturelle et accomplissent une mission d'intérêt général, que le ministère de la Culture a mis en place une politique de financement public qu'il souhaite accompagner dorénavant par la publication de la présente *Charte de déontologie*.

QUEL EST L'OBJET DE LA CHARTE DE DÉONTOLOGIE ?

La présente *Charte de déontologie* vise à défendre les valeurs d'éthique et de professionnalisme qui sous-tendent la relation de confiance entre les structures culturelles, les artistes et les citoyen/nés. En effet, en raison du financement public reçu et de son rôle dans la société, toute structure culturelle se doit d'adopter un comportement exemplaire dans sa gestion et ses interactions avec les tiers.

Par l'adhésion à la présente Charte, la structure culturelle s'engage à respecter la *Charte de déontologie*.

Pour mettre en œuvre et adapter les principes généraux de la présente Charte, chaque structure culturelle définit et met en place des règles déontologiques en accord avec les besoins de son établissement et de son secteur, en se regroupant, le cas échéant, avec d'autres structures culturelles.

À QUI S'ADRESSE LA CHARTE DE DÉONTOLOGIE ?

La *Charte de déontologie* s'adresse à toute structure culturelle bénéficiant d'un soutien financier du ministère de la Culture, c'est-à-dire toute structure culturelle qui :

- bénéficie d'une dotation budgétaire, c'est-à-dire pour laquelle le budget du ministère de la Culture prévoit une ligne budgétaire spécifique ;
- a signé une convention avec le ministère de la Culture.

Au-delà de ces structures culturelles, la Charte s'adresse à toute autre structure culturelle intéressée.

Les règles de la *Charte de déontologie* régissent, d'une part, les relations de la structure culturelle avec le ministère de la Culture, et de l'autre, la conduite de tous ses membres et de ses organes : sa direction, son personnel et ses agent/es. Elle régit aussi ses relations avec les artistes et intermittent/es du spectacle, le public, les mécènes, les sponsors, les donateurs/trices, les fournisseurs et les prestataires de services.

QUAND LA CHARTE DE DÉONTOLOGIE S'APPLIQUE-T-ELLE ?

La *Charte de déontologie* s'applique à tout moment et dans le cadre de toutes les activités de la structure culturelle adhérente, que ce soit dans le contexte des relations entre collègues, avec les artistes, le public, les prestataires externes ou fournisseurs, les mécènes, sponsors, donateurs/trices ou encore avec le ministère de la Culture.



03

DÉFINITIONS

Dans le cadre de cette *Charte de déontologie*, les termes ci-dessous se comprennent comme suit :

Agent/e

Un/e « agent/e » désigne toute personne qui accomplit une ou plusieurs missions ou tâches pour le compte de la structure culturelle adhérente, y compris ses employé/es, intérimaires, stagiaires, bénévoles, à l'exclusion des artistes qu'elle engage.

Artiste

Un/e « artiste » désigne toute personne majeure qui pratique à titre habituel, en tant que créateur/trice ou exécutant/e, un art ou une discipline artistique.

Convention ou conventionnement

La « convention » ou le « conventionnement » désignent le lien contractuel qui peut unir le ministère de la Culture à des structures culturelles. Les accords de conventions établissent des cahiers de charges et des engagements mutuels. Ces engagements sont de nature financière du côté du ministère de la Culture et de nature artistique et culturelle du côté des structures culturelles.

Financement public ou soutien financier du ministère de la Culture

Le « financement public » ou « soutien financier du ministère de la Culture » désigne l'engagement financier du ministère de la Culture auprès d'une structure culturelle octroyé dans le cadre d'une convention ou d'une dotation budgétaire spécifique.

Intermittent/e du spectacle

L'artiste, créateur/trice ou exécutant/e, le/la technicien/ne de scène ou tout/e autre professionnel/le intervenant dans le cadre d'un projet ou d'une production cinématographique, audiovisuelle, musicale, des arts de la scène, des arts graphiques, plastiques, visuels ou littéraires, que ce soit au stade de la préparation, de la création, de l'exécution, de la diffusion ou de la promotion, qui travaille principalement de manière temporaire dans le cadre de projets individuels et limités dans la durée, de sorte qu'il ou elle alterne des périodes d'activités et des périodes d'inactivités.

Patrimoine culturel

Le « patrimoine culturel » désigne un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de la propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions, fussent-ils en continuelle évolution. Il inclut les biens meubles et immeubles, matériels, immatériels, audiovisuels et numériques, dont la sauvegarde, la conservation et la protection présentent un intérêt public national d'un point de vue historique, archéologique, architectural, artistique, artisanal, paléontologique, minéralogique, géologique, scientifique, social, technique, vernaculaire, urbanistique, industriel, naturel, paysager, religieux, militaire, politique ou ethnologique. En tant que tel, le patrimoine culturel englobe le patrimoine archéologique, le patrimoine architectural, le patrimoine mobilier et le patrimoine immatériel.

Structure culturelle

Le terme « structure culturelle » désigne une institution culturelle¹, une organisation, une association ou tout type de structure ayant adhéré à la *Charte de déontologie*.

¹ Une « institution culturelle » est un organisme, public ou privé, commercial ou sans but lucratif, reconnu pour son rôle dans un contexte culturel. Le lieu y associé n'est pas une condition sine qua non pour que l'on puisse parler d'institution, bien qu'il soit souvent indissociable de l'institution. En revanche, pour qu'un organisme dont le but est artistique ou plus généralement culturel soit reconnu en tant qu'institution, sa structure doit être composée, au moins, d'un poste de direction garanti et d'un personnel professionnel spécialisé. Il doit par ailleurs être doté d'une programmation ou activité culturelle régulière placée sous la responsabilité de la direction de l'institution (Glossaire et guide des opportunités de financement pour artistes et professionnel/les de la culture publié par le Fonds culturel national).



04

GÉNÉRALITÉS

Charte de déontologie et règles déontologiques propres ou sectorielles

La structure culturelle veille à l'application de la présente charte et désigne en interne un/e interlocuteur/trice privilégié/e qui représente la personne ou l'organe de référence en matière de déontologie et qui peut éclairer à tout moment les personnes sur les questions qu'elles se posent en matière de déontologie.

En plus de la *Charte de déontologie*, la structure culturelle se dote de principes et règles déontologiques propres, adaptées à son activité et son organisation, en se regroupant, le cas échéant, avec d'autres structures culturelles du même domaine. Ces règles de déontologie propres ou sectorielles peuvent venir préciser les principes repris dans la présente Charte, en envisager les implications concrètes et les articuler par rapport à l'activité de la structure culturelle. Ces règles peuvent s'inspirer d'autres chartes de déontologie du secteur dont relève ladite structure. Elles sont rédigées de manière claire, lisible et opérationnelle afin d'être accessibles à tou/tes les agent/es. La structure culturelle associe le conseil d'administration et le personnel lors de l'élaboration de ses règles de déontologie propres et vérifie régulièrement si les règles déontologiques supplémentaires dont elle s'est dotée sont à jour.

Diffusion et application des règles de déontologie

La structure culturelle s'assure que tous ses agent/es, dirigeant/es, administrateurs/trices et membres de jurys qu'elle met en place connaissent les règles de déontologie qui s'appliquent à eux. Dans ce cadre, elle assure notamment la diffusion de leur contenu et crée une culture de la déontologie en son sein. La structure s'assure que la *Charte de déontologie* ainsi que les règles déontologiques propres ou sectorielles soient publiques.

La structure culturelle veille à l'application de la présente charte ainsi que des règles déontologiques propres ou sectorielles par la mise en place d'une procédure de signalement interne de toute information relative à une violation aux règles énoncées dans la *Charte de déontologie* ou aux règles de déontologie propres ou sectorielles. La procédure de signalement interne protège les auteurs de signalements lancés de bonne foi contre toute forme de représailles.

Non-respect des règles déontologiques

Le respect de la présente charte et des règles déontologiques propres ou sectorielles constitue un des points essentiels de l'évaluation de l'activité des structures culturelles par le ministère de la Culture. Le non-respect des présentes règles peut conduire à une diminution voire un arrêt du financement public du ministère de la Culture.

Protection et diffusion du patrimoine culturel

En raison de sa valeur symbolique et représentative, tout élément du patrimoine culturel se doit d'être protégé, conservé, étudié et régulièrement présenté à la collectivité. La structure culturelle préserve et valorise ses collections afin de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel luxembourgeois et à sa diffusion à la plus grande échelle possible.

Engagements de la structure culturelle

Par cette adhésion, la structure culturelle s'engage à appliquer les principes énoncés par la Charte de déontologie, à mettre en oeuvre l'ensemble des recommandations contenues dans celle-ci et à véhiculer ainsi les huit valeurs jugées fondamentales en matière déontologique par le ministère de la Culture en complément à des règles déontologiques propres et adaptées. Par ailleurs, la structure culturelle s'engage à publier sur son site internet son formulaire d'adhésion signé dès son envoi au ministère de la Culture avec un lien vers la Charte de déontologie sur le site internet du ministère de la Culture.

Modalités et retrait de l'adhésion

L'adhésion s'effectue par la signature du formulaire d'adhésion et de son envoi au ministère de la Culture. L'adhésion de la structure culturelle sera publiée par le ministère de la Culture sur son site. La structure culturelle peut décider à tout moment de retirer son adhésion. Le retrait prend effet un mois après la notification du retrait au ministère de la Culture. En cas de retrait, la structure culturelle retire immédiatement de son site internet son ancien formulaire d'adhésion ainsi que le lien vers la Charte de déontologie.

Toute demande d'adhésion ou de retrait est adressée au ministère de la Culture par email à l'adresse deontologie@mc.etat.lu. Le ministère de la Culture se réserve le droit de retirer de la liste des structures culturelles ayant adhéré à la Charte toute structure culturelle qui ne se conforme plus aux valeurs de la Charte.



05

VALEURS

Comme évoqué en préambule, par leur travail et leurs projets, les structures culturelles œuvrent à la préservation, la sauvegarde et à l'enrichissement du patrimoine culturel et à la diffusion de la culture. Chacune de ces structures accomplit une mission d'intérêt général utile pour la collectivité, sachant que les services qu'elle rend aux citoyen/nés sont pris en charge, du moins partiellement, par un financement public. Par principe, la finalité poursuivie par la structure culturelle est supérieure aux intérêts individuels.

Toute structure culturelle défend l'idée selon laquelle la culture et l'art sont des droits fondamentaux et que l'ensemble des membres de la société devrait pouvoir profiter des bienfaits qui en résultent. Elle réaffirme avec force les objectifs de démocratisation culturelle et de cohésion sociale.

Ce faisant, la structure culturelle se doit de répondre en continu à des obligations éthiques élevées et d'adopter une attitude exemplaire dans l'exercice de ses activités.

Il est dès lors primordial que les structures culturelles se conforment et véhiculent dans le cadre de leurs missions et de leurs activités les huit valeurs ci-dessous jugées fondamentales en matière déontologique par le ministère de la Culture :

- 01. La compétence**
- 02. Le respect**
- 03. La rémunération juste et équitable**
- 04. L'intégrité**
- 05. L'égalité des chances et des genres**
- 06. La diversité culturelle**
- 07. La transparence**
- 08. L'écoresponsabilité**

Aucune hiérarchie ne s'applique entre les valeurs précitées.

01. LA COMPÉTENCE

La structure culturelle s'acquitte de ses devoirs avec responsabilité, professionnalisme, éthique et diligence. Elle met à contribution ses connaissances, ses habiletés et son expérience dans l'atteinte des résultats visés. Elle est responsable de ses décisions et de ses actes ainsi que de l'utilisation judicieuse et raisonnable des ressources mises à sa disposition. La structure culturelle agit en conformité avec la législation nationale et internationale. Elle agit de manière responsable à l'égard du patrimoine culturel, de sa protection et de sa diffusion et encourage ses agent/es à se comporter de façon à préserver la confiance des artistes, organismes artistiques et citoyen/nés.

02. LE RESPECT

La structure culturelle manifeste de la considération à l'égard de toutes les personnes et/ou autres structures avec laquelle elle interagit dans l'accomplissement de ses missions. Elle traite ses agent/es avec dignité et respect et leur garantit un environnement de travail sain et agréable.

02.01

Confidentialité

La structure culturelle s'engage à protéger les informations confidentielles obtenues dans le cadre de son travail et veille à ce que ses agent/es, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions ou à collaborer avec la structure, respectent le secret professionnel de rigueur et ne divulguent aucune information (notamment les discussions et réunions internes, les données financières, ainsi que la programmation des activités de la structure avant leur divulgation officielle) n'ayant pas de caractère public.

02.02

Protection des données

La structure culturelle s'engage à traiter les données personnelles de ses agent/es ou de toute personne concernée dont elle collecte les données conformément au règlement général sur la protection des données.

En ce sens, la structure culturelle s'engage notamment :

- à ne traiter que les données strictement nécessaires pour la poursuite des finalités identifiées, de manière légitime, licite et proportionnée ;
- à informer les personnes concernées ;
- à respecter leurs droits.

En outre, la structure culturelle protège les données personnelles traitées et instaure à cette fin des mesures de sécurité (techniques et organisationnelles). Entre autres, elle sécurise les postes de travail, son infrastructure et son site web, protège les locaux, limite l'accès de ces données aux seules personnes ayant la nécessité de les connaître et gère les habilitations, effectue des sauvegardes régulières pour limiter l'impact d'une disparition non désirée de données et archive de manière sécurisée. Par ailleurs, la structure se forme à la question de la protection des données et elle sensibilise ses agent/es à la question des données personnelles et aux mesures de sécurité à mettre en œuvre et respecter.

03. LA RÉMUNÉRATION JUSTE ET ÉQUITABLE

La structure culturelle valorise le travail de ses agent/es et des artistes qu'elle engage. Elle assure la reconnaissance du travail réalisé par ses agent/es et l'artiste en leur allouant une rémunération juste et équitable.

03.01

Contrat écrit avec les artistes et autres professionnel/les du secteur

La structure culturelle conclut un contrat écrit avec les artistes et autres professionnel/les avec qui elle travaille dans l'accomplissement de ses missions et ce endéans un délai raisonnable avant l'événement ou la manifestation en question. Le cas échéant, la structure culturelle s'inspire des chartes existantes concernant des contrats.

La structure culturelle s'engage à rémunérer de manière juste et équitable les artistes et autres professionnel/les du secteur culturel pour leurs prestations, en tenant compte et en valorisant les répétitions et, le cas échéant, le travail préparatoire devant être accompli ainsi que les frais encourus.

En cas d'existence de barèmes négociés de part et d'autre dans le domaine d'activité de la structure culturelle, celle-ci s'engage à respecter les minimas décrits dans les barèmes existants, en tenant compte également d'autres critères dont notamment la notoriété, l'expérience et l'ancienneté des artistes et intermittent/es du spectacle.

Chaque contrat règle la situation d'une éventuelle annulation de l'événement ou de la manifestation et prévoit un mécanisme de valorisation du travail de préparation accompli et du temps investi par l'artiste ou le/la professionnel/le du secteur culturel ainsi que de ses frais professionnels encourus, en cas d'annulation indépendante de la volonté ou d'une faute de l'artiste.

03.02

Carnet de l'intermittent/e du spectacle

La structure culturelle s'engage à compléter sans délai le carnet de travail d'un/e intermittent/e du spectacle avec qui elle aurait collaboré et à lui fournir rapidement tout document et information sollicités par lui/elle dans ce contexte. La structure culturelle s'engage à valoriser chaque jour de travail dans le carnet de travail.

03.03

Droits de propriété intellectuelle

Lorsque cela est applicable, la structure culturelle s'engage à conclure un contrat écrit de cession ou licence de droits d'auteur et droits voisins avec tout/e titulaire de droits dont l'œuvre ou l'interprétation est à rémunérer, et à rémunérer de manière équitable les titulaires en question pour la cession ou la licence de tels droits.

04. L'INTÉGRITÉ

La structure culturelle se conduit de manière juste et honnête. Elle veille à ce que les membres de ses organes, de sa direction et ses agent/es s'abstiennent d'utiliser à des fins personnelles leurs fonctions et les informations auxquelles ils/elles ont accès et à éviter et à prévenir toute forme de conflit d'intérêts, c'est-à-dire toute situation de nature à compromettre l'indépendance ou l'impartialité nécessaires à l'exercice de la mission de membres de ses organes, de sa direction et de ses agent/es ou à faire prévaloir un intérêt particulier sur l'intérêt général de la structure culturelle. Elle se conduit de manière notamment à éviter toute forme de corruption, de trafic d'influence, de détournement de fonds, d'abus de bien social ou de discrimination.

04.01

Prévention de conflits d'intérêts

4.1.1. Cadeaux, faveurs, prêts, gratuités ou autres avantages personnels reçus

La structure culturelle veille à ce que ses agent/es, administrateurs/trices et dirigeant/es n'acceptent pas à titre personnel de cadeaux, faveurs, prêts, gratuités, ni d'autres avantages personnels qui pourraient leur être offerts dans le cadre de la fonction qu'ils/elles exercent.

Occasionnellement, la courtoisie professionnelle peut conduire à recevoir au nom de la structure culturelle concernée des cadeaux, offres d'hospitalité ou avantages de petite somme dont le montant peut être fixé par chaque structure culturelle sans pouvoir dépasser la limite de 100 EUR.

4.1.2. Invitations ou autres avantages donnés

La structure culturelle met en place une politique interne régissant les gratuités, invitations ou autres avantages qu'elle peut être amenée à octroyer à ses agent/es.

4.1.3. Mécénat et sponsoring

La structure culturelle s'engage à apprécier les opportunités de mécénat et de sponsoring de façon à s'assurer de la légalité des activités du mécène et du sponsor, à éviter toute situation de conflit d'intérêt et à garantir son indépendance artistique et culturelle vis-à-vis du mécène et du sponsor.

4.1.4. Utilisation du nom ou du logo de la structure culturelle

La structure culturelle veille à ce que ses agent/es, administrateurs/trices et dirigeant/es n'utilisent pas le nom ou le logo de la structure pour promouvoir ou parrainer des activités sortant du cadre de ses missions.

04.02

Sensibilisation sur les conflits d'intérêt et mise en place d'une procédure de signalement

La structure culturelle informe et sensibilise ses agent/es, administrateurs/trices et dirigeant/es aux règles qui s'imposent à eux afin d'éviter tout conflit d'intérêts ainsi qu'aux devoirs qui leurs incombent en lien avec cette problématique.

Elle met en place une procédure de signalement interne d'un conflit d'intérêts qui définit notamment les modalités, la gestion et les conséquences d'un signalement.

04.03

Participation aux délibérations et jurys

La structure culturelle veille à ce que ses agent/es, administrateurs/trices et dirigeant/es ne participent pas à une délibération, à une décision ou à un jury, sachant qu'un conflit d'intérêts existe ou puisse exister. Les personnes concernées se retirent de la délibération, de la décision ou du jury au moment où cette situation de conflit d'intérêts pourrait remettre en cause l'impartialité de la discussion.

La structure culturelle fait signer à chaque membre externe du jury un formulaire par lequel il déclare sur l'honneur l'absence de tout conflit d'intérêt et publie les formulaires signés sur son site internet.

04.04

Indépendance artistique et culturelle

La structure culturelle agit en toute indépendance artistique et intellectuelle dans le cadre de ses activités et n'accepte aucune intervention sur ses choix artistiques ou le contenu artistique de ses projets, ni de la part de l'État, ni d'aucune autre instance (sponsor, mécène, etc.). Aucun soutien financier du ministère de la Culture ne saurait porter atteinte à sa liberté d'expression artistique.

05. L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DES GENRES

La structure culturelle veille dans ses activités à mettre en œuvre le principe d'égalité des chances et des opportunités et s'oppose à toute forme de discrimination, de harcèlement, de pression ou de représailles des membres de ses organes de direction à d'autres membres ou envers les agent/es, les artistes et le public. Elle veille à ce que les lieux dédiés au public présentent un minimum de barrières selon les disponibilités du site pour les personnes à besoins spécifiques et adapte la communication et la médiation autant que possible aux personnes à besoins spécifiques et au public éloigné d'un accès à la culture.

La structure culturelle s'efforce à ce que la représentation des hommes et des femmes soit équilibrée au sein des organes de prise de décisions et au niveau de la programmation. Au-delà de ce principe, la structure culturelle veille à avoir une attitude respectueuse envers les différents genres et à s'opposer à toute forme de discrimination ou de catégorisation abusive en lien avec le genre ou l'orientation sexuelle.

06. LA DIVERSITÉ CULTURELLE

La structure culturelle reconnaît la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression et la variété des modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles.

Elle favorise l'inclusion et la participation de toutes les cultures dans sa programmation et encourage le dialogue interculturel propice à l'épanouissement des capacités créatrices.

07. LA TRANSPARENCE

Dans le cadre de son activité, la structure culturelle agit de manière transparente. Elle rédige, diffuse et publie ses objectifs stratégiques et veille à ce que ses décisions et ses dépenses soient vérifiables et accessibles et que la nomination de ses responsables se fasse de manière transparente.

Elle publie et actualise sur son site internet les documents suivants :

- ses statuts, sa loi-cadre ou tout autre acte constitutif ;
- le cas échéant, sa convention, y compris les avenants, avec le ministère de la Culture ;
- la liste des membres du conseil d'administration ;
- la présente Charte de déontologie (via un lien vers la Charte publiée sur le site internet du ministère de la Culture) ainsi que, le cas échéant, les règles déontologiques propres ou sectorielles dont elle s'est dotées ;
- son rapport annuel d'activité ;
- le cas échéant, son règlement d'ordre intérieur ;
- les formulaires d'absence de conflit d'intérêts signés par les membres externes de jury.

08. L'ÉCORESPONSABILITÉ

La structure culturelle s'efforce d'étudier les possibilités de produire de manière écoresponsable en vue d'une réduction de son impact environnemental (récupération de matériaux, réduction de la pollution et des voyages, recours au recyclage...).

La structure culturelle s'applique à promouvoir la dimension culturelle du développement durable et à faire reconnaître et mettre à profit la contribution de la culture en tant que moteur du développement durable susceptible de concilier différentes préoccupations environnementales, sociales et économiques.

08.01

Promotion

La structure culturelle s'engage à utiliser des moyens d'affichage et de promotion respectueux de l'environnement.

08.02

Événements

La structure culturelle s'efforce d'organiser des événements écoresponsables et s'inspire notamment des critères qui servent d'orientation et de guide à l'organisation d'événements écoresponsables promus par le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, comme sur le site web www.greenevents.lu.

08.03

Productions, reprises et économie circulaire

La structure culturelle s'efforce d'étudier les possibilités qui s'offrent à son domaine d'action en matière de lutte contre le changement climatique, notamment en réduisant l'impact environnemental de ses productions et stockage.

La structure culturelle s'efforce de penser ses projets culturels dans une logique plus durable, leur offrant des perspectives de reprises et de tournées.

Éditeur: Ministère de la Culture

Coordination éditoriale: Anne Kontz-Hoffmann

Rédaction: Anne Kontz-Hoffmann, Jo Kox, Chris Backes et Luc Schadeck,
avec l'assistance d'Elisabeth Guissart (CLAW).

Version: 1.0 du 15.06.22

deontologie@mc.etat.lu

Graphisme: Graphisterie Générale

Publications futures dans cette série:

- Guide du subventionnement
- Guide du conventionnement
- Glossaire
- Répertoire des structures et organismes culturels

ISBN 978-2-87984-122-9



9 782879 841229



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture